

Privatisation d'EDF

Violences policières...

Sommaire

Banlieues	p.2
Constitution irakienne	p.4
Dossier Pétrole	pp.6-7
La Réunion	p.10

Le casseur
C'est lui !

Dégageons-le !

19 novembre :
Tous dans la rue pour les
Services Publics



Explosion dans les banlieues : à qui la faute ?

« **C**ela n'avait rien de spontané et était parfaitement organisé. Nous sommes en train de chercher par qui et comment » déclarait Sarkozy sur iTélé, le 3 novembre, à propos des émeutes.

S'il cherche des responsables, le ministre de l'intérieur devrait regarder du côté de son gouvernement. En effet, depuis 2002, la droite applique des politiques ultra-sécuritaires. Les lois racistes antérieures (celles de Pasqua, Debré et Chevènement sur les sans-papiers notamment) ont été aggravées, et par là les conditions des immigrés. Avec les lois Perben I et II (qui permettent des garde-à-vue plus longues, des fouilles dans les coffres des voitures, des fouilles à corps partout...), ce sont les flics qui ont plus de pouvoir et peuvent allégrement multiplier les contrôles au faciès, les interrogatoires musclés, les « bavures »... Les faits et le ras-le-bol qui s'exprime maintenant le prouvent.

Étincelle

La mort de Ziad et Banou a été l'étincelle. Visiblement, ils fuyaient un contrôle d'identité car certains de leurs amis n'ont pas de papiers. Metin, grièvement brûlé suite à l'électrocution, est en cours de régularisation. Depuis fin août, des expulsions d'immeubles et de sans-papiers ont lieu presque quotidiennement partout en France, notamment dans la banlieue pari-

sienne et dans les quartiers populaires. Et puis aujourd'hui la terreur instaurée par les flics dans les banlieues est telle, qu'il n'y a pas besoin d'avoir quelque chose à se reprocher pour fuir en courant à la vue d'un contrôle d'identité.

En fin de compte, l'intervention de l'État dans les quartiers se limite à la présence massive des flics surexcités de la BAC ou des brigades spéciales. Les services publics sont de plus en plus inexistantes. Cela fait aussi parti des politiques anti-sociales que l'on voit en France depuis 20 ans. Et ce sont ceux qui les mènent, Sarkozy et Villepin en tête, qui promettent plus de flics!

Des services publics, pas des flics !

Mais est-ce de répression qu'on a besoin, lorsqu'on alterne entre travail précaire et chômage? Veut-on plus de commissariats



alors qu'il manque des profs dans les ZEP et que les moyens de l'éducation baissent? La loi Fillon met en place des Programmes personnalisés de réussite éducative (PPRE), sans moyens supplémentaires, qui cassent le cadre national de l'éducation dès l'école primaire. Cela va accroître la déqualification et de fait reléguer encore plus les élèves! Or, c'est bien cette ségrégation qui provoque la colère de la jeunesse!

Sarko, quant à lui, continue à jouer le cow-boy et à « foutre la merde comme Bush en Irak », comme le dit un adolescent d'Ile-de-France dans Libération (5 novembre). Après avoir ignoblement menti sur les faits, il se cache derrière la « colère » des habitants des cités, qui seraient excédés par les émeutes. Mais ces habitants ne sont-ils pas aussi victimes des politiques de la droite? N'ont-ils pas été eux aussi gazés dans la mosquée de Clichy? L'État veut diviser pour mieux régner et les médias l'aident pour cela, mais il ne faut pas tomber dans son piège. Il se moque bien des gens qui habitent dans des HLM, gagnent le SMIC ou pointent à l'ANPE. D'ailleurs, pendant qu'on regarde la banlieue brûler, on ne s'intéresse pas à la baisse de l'ISF ou à la privatisation d'EDF!

L'extrême-droite rigole

Si Sarkozy et Villepin foutent la



merde, c'est pour alimenter les idées d'extrême droite, comme celles de leurs amis de Villiers et Bompard (maire d'Orange, ex-FN) qui déclarent qu'« Il s'agit quand même d'une guerre civile ethnique » dans des « territoires laissés en location-gérance à des religieux en djellaba »! Pendant ce temps, les députés de « Debout la République » (l'aile droite de l'UMP) demandent un couvre-feu et la suppression des allocations pour les familles dont les enfants sortent le soir!!

C'est là le vrai visage de la droite ultra-réactionnaire qui est au pouvoir. Aujourd'hui, les émeutes ne sont que l'expression de la légitime révolte de ceux qui sont les premières victimes de la guerre de classe que la droite mène contre nous. Il n'en faudrait pas beaucoup plus pour que les parents accompagnent les jeunes dans les rues des cités la nuit. Les émeutiers viennent de se rendre compte de la force qu'ils ont pour exprimer leur ras-le-bol et virer les flics de leur quartier. Il faudra pourtant que le reste de la population les rejoigne dans l'affrontement contre la classe dirigeante avant qu'elle n'ait mis tous les jeunes en prison et tous les immigrés dans des charters!

JB, [Nanterre] et Marie, [Jussieu]

Il l'a dit:

« On est là pour éradiquer la gangrène, on va vous débarrasser de cette bande de racaille ».

Nicolas Sarkozy, lors de sa visite à Argenteuil

« Racaille: Nom féminin, du latin *rasicare*, « racler, gratter ». *Populace méprisable, ensemble de fripouilles* ».

Dictionnaire Petit Robert

« Gangrène: Nom féminin. 1. Mortification et putréfaction des tissus. 2. Sens figuré: Ce qui pourrit, corrompt. Voir: Corruption, décomposition, destruction, pourriture ».

Dictionnaire Petit Robert

« Puisque ma visite à Argenteuil a tellement plu, j'y retournerai ».

Nicolas Sarkozy, quelques jours après sa visite à Argenteuil

« J'ai dit qu'il fallait nettoyer, on va faire ça comme un sou neuf. (...) J'ai besoin que vous ayez faim. Si vous n'avez pas bon appétit, faites autre chose! ».

Nicolas Sarkozy, 18 octobre, s'adressant aux Groupes d'Intervention Régionaux (GIR)

« Aucun policier ne poursuivait ces jeunes gens au moment du drame. Il n'y a aucune polémique à entretenir ».

Nicolas Sarkozy, 28 octobre

« Une chose a changé maintenant. Je demande aux policiers non plus de faire de l'ordre public mais d'interpeller. [Il ne s'agit plus] de faire de la police de proximité pour voir ce qui s'y passe mais d'interpeller ».

Nicolas Sarkozy, 30 octobre

« Cela n'avait rien de spontané et était parfaitement organisé. Nous sommes en train de chercher par qui et comment »

Nicolas Sarkozy, 3 novembre

Bavures, provocations et émeutes

Vendredi 28, 400 personnes se heurtent aux flics, qui tirent plus de 150 flashballs au cours de la nuit. Plus de 300 grenades sont lancées par les 400 CRS, gendarmes et policiers qui font 53 interpellations, dont 33 gardes à vue. 8 passent en comparution immédiate devant le TGI de Bobigny, 3 d'entre eux écoperont de huit mois de prison, dont deux ferme.

Les émeutes, démarrées jeudi soir à Clichy-sous-Bois, s'étendent dès lundi à Sevran et Aulnay-sous-Bois où se multiplient les jets de pierre contre la police, à Clichy, à Bondy, à Tremblay-en-France, à Neuilly-sur-Marne, à Chelles, à Mantes-la-jolie, à Villeparisis, à Antony, à Bobigny, à Villepinte, au Bourget, au Blanc-Mesnil, à Montfermeil. Depuis,



des émeutiers ont tiré sur la police avec des armes à feu mercredi 3.

Bavure

Nicolas Sarkozy a déclaré dimanche 30 octobre au 20 heures de TF1: « la police ne poursuivait pas les jeunes », il a rendu « hommage au travail remarquable des policiers » et s'est même permis de les « féliciter » pour les différentes interpellations.

Sarkozy ment: Pourquoi des jeunes qui n'ont rien à se reprocher se sont-ils sentis suffisamment menacés pour pénétrer sur un site dangereux? Pourquoi Ziad et Banou ont-ils escaladé un mur de 3 mètres avec des barbelés? Pourquoi cer-

tains autres jeunes ont été arrêtés s'ils n'étaient pas poursuivis?

Provocations

Le ministre continue de mentir quand il nie l'implication de la police dans le gavage d'une mosquée de Clichy-sous-bois. Dimanche soir, alors que tous les médias parlaient « d'apaisement », la police jette une grenade lacrymogène pendant la prière de rupture du jeûne: « Nous sortions de la mosquée, et la police nous a encerclés, flash ball aux poings. Ils nous ont pris à partie, (...) ils ont mis en joue des mères de famille qui sortaient de la prière et ils se sont mis à les insulter: « Cassez-vous bande de putes et surveillez mieux vos enfants! » », explique Morad. « Certaines des balles en caoutchouc sont même signées. Il y a un gars qui en a récupéré une qui portait l'inscription: 'Boum, boum dans tes fesses, à bientôt, Luc' ».

Émeutes

La juste colère de ceux qui en ont assez de servir de gibier aux cow-boys de la bac en safari dans le ghetto, la spontanéité de la réaction à cette bavure, une de plus et de trop, la rapidité avec laquelle le mouvement s'est généralisé, au-delà même de la région parisienne, témoignent de la colère qui s'accumule contre la politique sécuritaire et raciste de Sarkozy et du gouvernement.

Plutôt que de continuer à provoquer les jeunes et les habitants des quartiers, il serait temps de dissoudre les équipes de la bac (responsables, entre autres bavures, de la poursuite des 3 jeunes) et les GIR, et d'ouvrir des enquêtes indépendantes du pouvoir (les procureurs) sur les crimes de la police.

Adrien, [Sorbonne]

Extraits d'un Chat avec le sociologue Éric Marlière, spécialiste des banlieues

S'agit-il d'un phénomène de colère ou bien d'un élan de désordre généralisé, une bonne occasion de se défouler et de casser gratuitement?

Éric Marlière: A mon sens, c'est plutôt un sentiment d'injustice et d'inégalité qui, suite à un incident, peut passer à des relents de colère et de révolte. La violence gratuite n'existe pas. Elle fait suite parfois à des violences symboliques telles que les discriminations, l'exclusion sociale qui peuvent s'illustrer dans les banlieues défavorisées.

Les jeunes en colère n'ont-ils pas d'autre manière de s'exprimer qu'en mettant le feu aux voitures?

Éric Marlière: Je répondrai par une question: qu'est-ce qui amène, dans notre société, des jeunes à vouloir casser et brûler des voitures? Il y a eu d'autres tentatives, de par le passé, des jeunes des cités pour entrer en dialogue avec le politique, comme par exemple la « marche des Beurs », mais on a vu les résultats, qui n'ont pas été très encourageants pour une partie de la jeunesse issue de l'immigration. Malheureusement, la violence physique, qui est condamnable, et à juste titre, et doit être sanctionnée, est la seule réponse possible pour ces jeunes.

Qui commande dans tout ça, car j' imagine qu'harceler la police sans égratignure suppose une organisation?

Éric Marlière: Je ne peux pas parler de concertation entre ces jeunes. Ce qui reviendrait à renforcer une vision paranoïaque de nos cités. En revanche, dans mes travaux, j'ai pu constater chez les jeunes de cités - quelles que soient les trajectoires, aussi bien les diplômés que les salariés, mais encore les « galériens » et les délinquants - l'existence d'un sen-

timent de destin commun. À travers leur image médiatique, mais aussi leur traitement institutionnel, que ce soit sur le marché du travail ou à l'école. Même parmi ceux qui ont réussi.

Bonjour, pensez-vous que les violences actuelles risquent d'évoluer encore et toucher encore plus de départements? Pensez-vous que la forte médiatisation de ces violences n'est pas un peu responsable de cet embrasement?

Éric Marlière: C'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Tout d'abord, un sociologue ne peut pas se lancer dans le prophétisme. Par contre, l'ensemble des sociologues ne sont pas étonnés d'assister à ce genre de violences actuellement. Ce type de violences médiatisées met en évidence un conflit latent entre les jeunes et les institutions, qui couve depuis plus de vingt ans.

N'y a-t-il pas une incompréhension des politiques sur les conditions de vie de ces jeunes?

Éric Marlière: Le tout répressif n'est pas une solution et, depuis quelques années, les différents dispositifs de prévention ont été amputés d'un grand nombre de leurs budgets. Maintenant, que ce soit de gauche ou de droite, on voit très bien depuis plus de vingt ans que les élus n'ont pas su répondre aux attentes des populations précarisées par le libéralisme, la compétition et la mise en concurrence des individus. Il n'est pas étonnant de voir en 2005 que ces révoltes soient la manifestation de vingt-cinq ans d'échecs des politiques, et plus particulièrement des politiques de la ville.

L'intégralité du Chat sur www.lemonde.fr

Mobilisation des stagiaires : travailleurs sans Contrat, sans Salaire, sans Droits !

Il y a dans de nombreuses entreprises un recours de plus en plus fréquent aux stagiaires (environ 1 million chaque année). Les stagiaires occupent souvent des postes à temps plein pendant plusieurs mois. Ils représentent donc pour le patronat une force de travail réelle, alors qu'un stagiaire, en tant qu'étudiant, est censé être en entreprise pour se former. Il se retrouve de fait à produire et à s'auto-former. Constatant la généralisation de cette dérive, il n'est plus acceptable de considérer le travail des stagiaires comme une application pratique de ce qu'ils apprennent en cours. Les stagiaires travaillent « gratuitement » et sont sans droits (se syndiquer, faire grève, recours en cas de licenciement, assurance chômage, congés maladie, congés payés, cotisations retraite...) ce qui évite aux entreprises de créer de vrais emplois.

Les stagiaires sont des travailleurs sans statut, mais ce sont aussi des travailleurs « invisibles ». En effet, il n'est pas rare qu'un stagiaire soit appelé « le stagiaire » plutôt que par son nom. Il arrive aussi

qu'on ne lui dise pas bonjour en entrant dans le bureau puisqu'on ne le remarque même pas. Le fait d'exiger que le statut des stagiaires dépende du Code du travail est donc une lutte nécessaire pour obtenir une reconnaissance du travail des stagiaires.

Le mouvement initié par génération-précaire depuis son site internet, la participation à la manifestation du 4 octobre et l'organisation d'une grève symbolique le 1er novembre a pris de l'ampleur tant par le nombre de participants au mouvement que par sa médiatisation. Ce mouvement autonome et spontané a su élaborer des propositions cohérentes et très exigeantes socialement. Il se mobilise pour le vote d'une loi s'articulant autour de deux axes : Inscrire le statut du stagiaire dans le Code du travail et instaurer une rémunération minimale, progressive, assujettie aux contributions sociales.

Loïc, [Saint-Denis]

Répression du mouvement lycéen : STOP !

Au Mans, un prof de SUD-Education, poursuivi pour jets de cannettes sur des flics, a été relaxé au bénéfice du doute. Un lycéen poursuivi pour les mêmes motifs et port d'arme (antivol de vélo dans son sac) est relaxé pour l'« arme » mais condamné à une amende, tandis qu'un autre lycéen prend deux mois avec sursis pour ses antécédents. Des Parisiens sont descendus pour aider au débrayage des lycées du coin.

Surprise, les secondes sortent des lycées (la relève !). Faut pas rêver, cette bande de « détracteurs » a été bloquée à l'entrée du tribunal par les flics, mais avec banderoles, slogans et énergie ils ont attendu le verdict en hurlant leur colère !

À Paris, Hicham (lycéen) poursuivi pour coups volontaires sur un flic avec un casque de moto est relaxé ! Plus de cent cinquante personnes (dont des élus écharpés tricolore) ont assisté à la « cérémonie judiciaire bourgeoise » !

Hicham et son avocate se sont battus jusqu'au bout pour la relaxe. Contexte : pas de partie civile, peu d'éléments fiables et pas de témoignage du flic (il était en mission en Corse !).

Le procureur demande 80 heures de TIG qu'Hicham refuse et l'avocate conclut : « La Justice doit-elle se faire le bras armé du gouvernement ? » On commence à ressentir les effets du travail des collectifs de soutien formés en avril dernier et la mobilisation a mis la pression sur la Justice

française.

Le pire est à venir... Stoppons la répression !

Ces « petites victoires » contre la répression sont importantes, mais le plus dur est encore à venir, avec les procès de l'occupation de l'annexe du Ministère de l'Éducation et de l'Inspection académique de Bobigny (quinze lycéens et un prof sont concernés), certains risquent jusqu'à cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende ! Ici, l'État peut taper fort. Aussi illégitime soit-il, le gouvernement continue à enfermer ses opposants un par un : lycéens, étudiants, postiers, grévistes... On peut sérieusement se questionner sur l'avenir que nous imposent ce gouvernement et cette société-là !

C'est le moment, unissons-nous largement autour des collectifs de soutien, construisons localement pour élargir les fronts de résistance pour empêcher Sarkozy et ses chiens de faire tomber des têtes et pour soutenir Samuel, qui fait appel des cinq mois de sursis qu'il a pris pour « crachat » sur un flic. Mobilisons-nous contre la répression du mouvement lycéen et contre la criminalisation des mouvements sociaux !

Fanny, [Nanterre]

Depuis une semaine maintenant, les émeutes s'étendent à travers le pays : parties de Clichy-sous-bois, elles touchent maintenant une quinzaine de villes en région parisienne, ainsi qu'en Haute-Normandie, à Pau, Toulouse, Strasbourg...

La guerre des mondes, Sarkozy l'a voulue, la voilà ! Les émeutiers ont raison de se révolter : délit de sale gueule, humiliations quotidiennes, arrestations et rafles à répétition, peine de prison... les flics et la Justice ne sont pas nos amis !

Les médias tentent de nous diviser entre jeunes, émeutiers, et habitants, alors que nous sommes tous les victimes de ce gouvernement de casseurs : à Clichy-sous-bois, la moitié de la population a moins de 25 ans et le taux de chômage atteint les 25 %, les services publics (transports, logement, administrations) sont inexistantes ou en voie de démantèlement.

C'est la politique ultra-libérale du gouvernement, la casse de nos diplômes (LMD, loi Fillon), les privatisations d'EDF, de la SNCF, des autoroutes, des régies de transport comme à Marseille, qui constitue la véritable casse en cours partout, dans nos quartiers, nos facs, nos lycées.

Et les salariés ne se laissent pas faire : les métallos seront en grève pour les salaires le 7, les employés d'EDF seront en grève reconductible à partir du 8, journée d'action interprofessionnelle, les guichetiers de la SNCF seront en grève le 9, rejoints par les cheminots en grève reconductible à partir du 21.

Aux côtés des employés de la Régie des Transports marseillais (RTM) dont la grève qui durait depuis un mois a été déclarée illégale (10 000 euros d'astreinte par jour de grève !), nous convergerons le 19 novembre pour une manifestation nationale pour résister à la privatisation des services publics.

Les facs ne sont pas en reste, après la grève de Rouen et les mobilisations qui se multiplient un peu partout, comme à Grenoble (fac bloquée) ou à Toulon (AG à 700) pour exiger la fin de la sélection, plus de moyens pour étudier, ainsi que des diplômes égaux. L'idée émerge d'une journée nationale d'action le 17 novembre. Les étudiants mobilisés se retrouveront le 20 à Rouen pour lancer un mouvement national et exiger une autre politique.

Le gouvernement réprime les mouvements sociaux, comme celui des lycéens dont un des acteurs, Samuel, passe en procès le 18 pour avoir craché sur une voiture de flics, et ils criminalisent les pauvres, les jeunes et les sans-papiers. C'est à chaque fois à nous, à notre camp, qu'ils s'en prennent.

Sarkozy, qui prône les privatisations le jour et lâche ses chiens la nuit, est l'incarnation de la société libérale et sécuritaire qu'ils veulent nous imposer et que nous sommes de plus en plus nombreux et déterminés à contester. Il doit dégager !

Répression à Jussieu

Comme tous les ans des centaines d'étudiants sont refusés illégalement par les universités. Dans le cadre de l'activité syndicale visant à faire respecter le droit pour tous les titulaires du bac de suivre des études (droit garanti par le code de l'éducation), des actions ont été menées dans le but d'alerter la communauté universitaire sur ces problèmes.

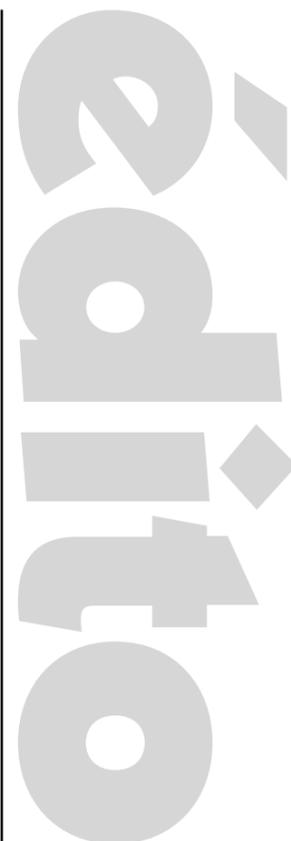
L'université n'a pas tardé à répondre : envoi des flics sur le campus et dépôt de plaintes au pénal. L'université a assigné en référé (procédure d'urgence en justice) un militant demandant que celui-ci soit interdit de rentrer sur le campus au motif qu'il « bloquerait le fonctionnement de l'université ». Le tribunal a rejeté ce référé mais une plainte contre X visant des syndi-

calistes étudiants a également été déposée par la fac et cours toujours.

Lors du dernier conseil d'administration (conseil censé être l'instance décisionnelle de la fac), le président de l'université a même refusé de répondre aux profs qui demandaient si la fac avait effectivement porté plainte contre des syndicalistes étudiants.

Aujourd'hui, c'est la possibilité même de défendre nos droits qui est remise en cause. Comme partout, l'université est aussi le lieu de la criminalisation du mouvement social.

Correspondant, [Jussieu]

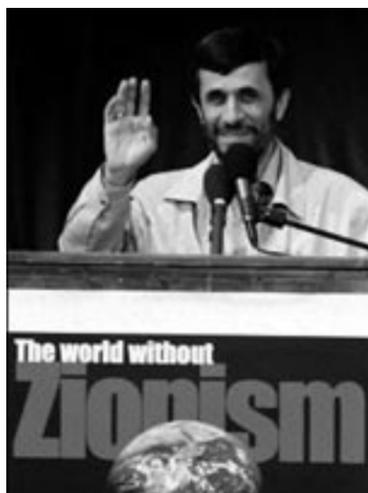


Sommaire

Monde	4-5
Iran	
Syrie	
Irak	4
Allemagne	
Côte d'Ivoire	
Catastrophes naturelles	5
Dossier pétrole	6-7
Hexagone	8-9
Grève à la RTM	
Privatisations	
Hôpital 2007	8
Education Nationale	9
Formation	10
La Réunion	
Kultur	11
Kill ! Kill ! Kill !	
Robert Fisk	
Nuit Noire	
Les Monologues du Vagin	

Retour sur les déclarations du Président iranien

« Israël doit être rayé de la carte ». La déclaration du président iranien Ahmadinejad à l'occasion d'une conférence intitulée « *Un monde sans sionisme* » a entraîné un déluge de condamnations: de Koffi Annan, qui annule sa visite en Iran, à Chirac qui s'est dit « *extrêmement choqué par cette déclaration insensée et irresponsable* », en passant par le porte-parole du Vatican, aucun dirigeant n'a manqué de dénoncer, voire de menacer le Président iranien. Ariel Sharon et son gouvernement ont même demandé l'exclusion de l'Iran de l'ONU. Dans de nombreux pays, des manifestations ont été organisées devant les ambassades d'Iran. A noter en France la présence du PS ou de la LDH aux côtés de l'UMP et d'organisations sionistes qui chantaient « *Israël vivra, Israël vaincra* ». En Italie les Verts se sont retrouvés dans la rue aux côtés de la droite au pouvoir.



Ahmadinejad, président iranien

2 poids, 2 mesures

Mais nous ne joignons pas à tous les dirigeants « indignés ». Ceux-ci ne sont en effet pas dérangés outre mesure par le fait qu'Israël est en train de rayer effectivement un pays de la carte: la Palestine. On ne les entend pas s'indigner du fait qu'Israël viole chaque jour des dizaines de résolutions de l'ONU à propos de l'occupation de la Palestine et des droits des Palestiniens. Une fois de plus, c'est « deux poids, deux mesures ». En sous-main, c'est une future agression armée contre l'Iran par les États-Unis, Israël et leurs alliés qui est en préparation. Nous serons aux côtés de la population iranienne pour dénoncer toute intervention militaire contre l'Iran. Et nous continuerons de résister au chantage et de dénoncer la politique israélienne et la nature raciste de l'État d'Israël, fondé sur le droit du sang.

Julien, [Tolbiac]

Pourquoi ces déclarations ?

Nous ne devons pas évidemment adopter une attitude complaisante vis-à-vis des déclarations d'Ahmadinejad. Sa rhétorique de lutte de la « *nation musulmane* » contre son « *ennemi ancestral* » n'est pas la nôtre et nous devons dénoncer toute attitude qui consiste à vouloir faire de la lutte contre la politique israélienne et le sionisme une question de religion. Mais au-delà, il nous faut comprendre pourquoi le nouveau Président iranien fait de telles déclarations. Ahmadinejad espère s'attirer la sympathie des populations arabes dont le soutien à la cause palestinienne est très fort. Il veut se poser en leader du monde arabe face à l'impérialisme étatsunien et à la politique coloniale d'Israël, dans un contexte où les menaces contre son pays se font de plus en plus précises et où les voix s'opposant à une intervention militaire contre l'Iran sont rares.

Constitution irakienne: un pas de plus vers la guerre civile

Oubliées les motivations pétrolières et stratégiques de l'invasion de l'Irak. Oubliés les centaines de milliers de victimes civiles, les 2 000 soldats sacrifiés, oubliés les tortures d'Abou Ghraib et le scandale de Guantanamo. Les médias dominants sont unanimes pour saluer le référendum du 15 octobre, qui a vu la nouvelle Constitution irakienne adoptée par une majorité d'électeurs¹; ils relaient la fiction que résume Koffi Annan, secrétaire général de l'ONU, à l'unisson avec l'administration Bush: ce scrutin offre « *une chance à tous les Irakiens de s'éloigner de la violence et de s'unir dans un esprit de réconciliation nationale pour bâtir un Irak démocratique, uni et prospère.* »

Partition de l'Irak

La réalité est moins idyllique. Le changement principal introduit par la constitution est lourd de dangers immédiats et à venir. Le langage officiel le nomme pudiquement « *fédéralisme* », il signifie en réalité que l'on va vers une partition de l'Irak avec un risque croissant de guerre civile. Le pétrole est localisé dans certaines régions, les multinationales US souhaitent l'extirper directement en s'appuyant sur les notables locaux. Il faut donc diviser pour mieux

régner. L'actuel « *gouvernement* » irakien est composé de leaders kurdes et d'une coalition de partis chiites collaborant avec l'occupant, et les partis sunnites sont écartés du pouvoir.

Divisions

Depuis l'invasion un phénomène nouveau est apparu dans la manière dont les Irakiens se désignent entre eux. On parle maintenant de régions « *sunnites* », « *chiites* » ou « *kurdes* » là où en réalité les populations vivent entremêlées depuis des générations. Déjà des chefs de guerre kurdes, alliés des États-Unis, parlent d'expulser les non-Kurdes des zones qu'ils contrôlent et d'annexer la région pétrolière de Kirkouk. Déjà des attentats avivent les tensions entre sunnites et chiites. On peut imaginer alors ce à quoi pourrait mener la formation de trois États « *ethniquement purs* », sachant par exemple qu'un million de Kurdes irakiens vivent en dehors du Kurdistan, principalement à Bagdad et dans le Sud du pays.

« Instabilité constructive »

Cette politique, les grandes puissances l'ont déjà menée en Yougoslavie au cours des années 1990: le résultat fut sanglant. Au Moyen-Orient, les stratégies de

Interview d'un militant syrien

Entretien avec Monif Mulhem, militant communiste, ancien soldat, officier de l'armée Syrienne, viré en 1973, emprisonné de 1981 à 1997.

RED: Parle-nous de la situation politique en Syrie

Depuis 40 ans, la Syrie est une dictature militaire. À la fin des années 70 et au début des années 80, une guerre civile a fait 30 000 morts, 100 000 prisonniers et des milliers d'exilés. En 1990, 600 militants du PAC étaient en prison. En 2000, à la mort d'Assad, son fils Bachar lui succède et laisse un peu de liberté, c'est une petite avancée, insuffisante et constamment remise en cause.

La Syrie est visée par le projet US dans la région (le plan Grand Moyen-Orient, GMO) qui vise à contrôler le pétrole en détruisant la résistance palestinienne et en renversant les régimes hais par la population. L'opposition est prise en tenaille entre d'un côté le régime et de l'autre la perspective d'une invasion, alors que le régime négocie avec les Américains pour rester en place (les négociations butent actuellement sur la question du plateau du Golan, occupé par Israël et que la Syrie revendique). L'opposition est très faible en raison de la répression et de la tentation de certains d'attendre une occupation US du pays. Une bonne partie de l'opposition n'a pas de programme politique et social, ou alors un programme libéral. Selon le gouvernement, 6 millions des 17 millions de Syriens sont pauvres, alors que la politique libérale continue de s'appliquer: santé payante, réforme universitaire conduisant à exclure 70 % des bacheliers de l'université.

Le régime refuse d'accéder aux revendications démocratiques en agitant le spectre d'une intervention US, directe ou indirecte (par le biais d'Israël ou d'une « *opposition* » aux ordres). Le retrait des troupes de Syrie, revendication du PAC depuis 1976, déstabilise le régime vis-à-vis de l'étranger et des oppositions. Depuis

l'assassinat d'Hariri, sans doute pour répondre aux intérêts propres aux services de sécurité Syriens (qui jouent au Liban le rôle de mafia), une campagne de presse se déchaîne contre la population syrienne, qui a pourtant combattu l'occupation pendant des décennies. Le régime a ainsi beau jeu de s'appuyer sur le sentiment nationaliste partagé par la population.

RED: Quel est ton avis sur la situation en Palestine ?

Le retrait de Tsahal de la bande de Gaza, comme le retrait du sud-Liban en 2000 est avant tout une victoire de la résistance, ce n'est pas un cadeau, même empoisonné, de Sharon. Les propositions US de solutions négociées (« *feuille de route* », camps David...) conduisent à la création d'un état mort-né, parcellé, divisé. La seule solution c'est le retrait israélien des territoires occupés depuis 1967, le retour des 3 millions de réfugiés palestiniens, comme première étape pour la création d'un État démocratique pour les deux peuples. Sharon et les USA ne peuvent pas dire qu'on ne peut accueillir les réfugiés et dire dans le même temps qu'Israël est ouvert à tous les juifs du monde. Ils ne font que retarder indéfiniment la solution du problème.

La victoire des Palestiniens dépend du rapport de force dans la région, de notre capacité à infliger une défaite au GMO de Bush, Sharon et Abbas; cela commence en Palestine et en Irak. Parce qu'une défaite de l'impérialisme US en Irak ou en Palestine serait une défaite pour leur projet global, nous soutenons la résistance irakienne et Palestinienne. Nous ne partageons pas le projet du Hamas, du Hezbollah ou des religieux qui dirigent la résistance irakienne, mais nous les soutenons. Tout peuple a le droit de résister à l'oppression nationale, nous ne pouvons nous contenter de donner des leçons.

Propos recueillis par Adrien, [Sorbonne]

Berlusconi contre la guerre ?

Fin octobre, Berlusconi a surpris tout le monde en faisant des déclarations hostiles à la guerre en Irak. « *J'ai essayé de nombreuses reprises de convaincre le président américain de ne pas déclencher la guerre. Je n'ai jamais été convaincu que la guerre était le meilleur moyen pour démocratiser un pays et l'aider à échapper à une dictature, aussi sanglante soit-elle.* »

Que se passe-t-il donc dans la tête de celui qui a été un des plus fervents supporters de Bush au moment de l'invasion de l'Irak, et dont le pays a encore un contingent de 2900 hommes sur place? 2 raisons simples: les élections italiennes approchent, et Berlusconi a compris à quel point la guerre était impopulaire. Deuxième raison, Berlusconi a compris que l'entreprise américaine tournait au naufrage, et dans ces moments-là, c'est bien connu, les rats quittent le navire...

Prisons secrètes de la CIA

La CIA détient des « *terroristes* » dans une prison secrète datant de l'époque soviétique en Europe de l'Est, rapporte le « *Washington Post* ». Ce centre de détention fait partie d'un système carcéral clandestin créé par la CIA, qui compte des sites dans huit pays, dont la Thaïlande, l'Afghanistan, plusieurs États d'Europe de l'Est. L'existence et l'emplacement de ces installations, ne sont connus que d'une poignée de hauts responsables aux États-Unis, et seulement par le président et quelques chefs des services secrets dans chaque pays. Le « *Washington Post* » précise qu'il n'a pas dévoilé les pays d'Europe de l'Est impliqués à la demande de hauts responsables américains. Ceux-ci auraient affirmé qu'une telle révélation était nuisible à la lutte antiterroriste dans ces pays et risquaient de les exposer à des représailles terroristes. Donc ils ont reconnu que ces centres existaient...

Grands-mères anti-guerre à New York

Le cap des 2000 soldats américains tués en Irak a été franchi fin octobre. À cette occasion, près d'un millier d'initiatives anti-guerre et plusieurs milliers de veillées ont été organisées à travers les États-Unis. Un seul mot d'ordre: retrait des troupes d'Irak. (sentiment majoritaire aux États-Unis, les derniers sondages indiquant que ce sont désormais 60 % des Américains qui demandent ce retrait).

À noter l'arrestation de Cindy Sheehan, chef de file des parents de soldats tués en Irak, lors d'un sit-in devant la Maison Blanche. À noter aussi et surtout l'arrestation de 18 « *Grands-mères anti-guerre* » qui manifestaient devant un bureau de recrutement de l'armée à New York, demandant à être engagées à la place de leurs petits-enfants. Les grands-mères, âgées de 49 à 90 ans, ont été relâchées peu de temps après leur interpellation.



Washington la nomment « *instabilité constructive* »². On voit en quoi elle déstabilise des régions entières, on imagine les guerres civiles qu'elle prépare, mais aucune paix, aucune démocratie ne se construira sur cette base.

Maintenir la pression

Cette constitution masque les questions principales pour l'avenir des Irakiens. La première est celle de l'occupation militaire: 160 000 soldats et mercenaires sont présents en Irak et sont indispensables à la survie du régime « *démocratique* » actuel. La seconde est la situation matérielle, économique, humaine de la grande majorité

des Irakiens, qui ont vu leur niveau de vie baisser considérablement avec la guerre, le pillage des richesses et les privatisations. Ce sont ces deux questions qui pourraient unir les populations irakiennes par-delà leurs différences. C'est la responsabilité du mouvement international contre la guerre de maintenir la pression pour le retrait des troupes d'Irak.

Vincent, [Marseille]

¹ Sur les conditions troubles dans lesquelles se sont déroulées les élections, lire Dahr Jamail, *Élections et autres mensonges en Irak*, http://agircontrelaguerre.free.fr/article.php3?id_article=393

² Voir Walid Charara, *Instabilité constructive*, Le Monde Diplomatique, juillet 2005

Catastrophes en chaîne: Médias, État, Capital

Katrina, Rita, Stan, tremblement de terre au Pakistan, Wilma, Alpha... : au regard des images et commentaires qui déferlent dans les médias la planète semble devenue folle. Usant d'un vocabulaire apocalyptique, les médias font de ces événements météorologiques un déferlement imprévisible de la nature contre lequel on ne peut rien, isolant ainsi les catastrophes des processus qui les expliquent. Ce qui découle essentiellement d'une situation économique et politique est présenté sous son jour naturel. Car peut-on encore parler de catastrophes naturelles? Les conséquences d'un cyclone ou d'un séisme sont très variables selon le pays touché, pour une même intensité, on dénombre bien moins de victimes dans les pays riches que dans les pays pauvres qui n'ont pas les moyens d'appliquer une politique préventive. Les victimes des catastrophes naturelles sont toujours les victimes de la répartition des richesses comme on a pu le voir à la Nouvelle-Orléans. C'est ce caractère de classe que la plupart des médias censurent sous le seau de la Nature.

Médiatisation sélective

Comparée au tsunami de l'an dernier, la

couverture médiatique et la mobilisation internationale consacrées au séisme du Pakistan semblent modestes malgré l'ampleur de la catastrophe et les demandes successives d'aide d'urgence de l'ONU. Le bilan est lourd et promet de s'alourdir: 54000 morts, 67000 blessés, 500000 personnes isolées non secourues et plus de 3,3 millions de sans-abri menacés de mort à l'approche de l'hiver.

Il est vrai que cette catastrophe n'a pas le caractère international du tsunami qui comptait parmi ses victimes de nombreux touristes occidentaux. Il est aussi vrai que le flux continu de l'info et la surenchère médiatique font de l'actualité des événements immédiatement rétrospectifs et du téléspectateur un consommateur dans l'attente du prochain événement. Mais cela ne suffit pas à expliquer un tel désintérêt.

La faute à l'Islam?

La particularité du traitement médiatique du tremblement de terre du Cachemire réside dans le fait qu'on l'a mêlé insidieusement à la question de l'Islam. Un exemple révélateur, dans son dossier du 10 octobre Libé n'hésite pas à établir officieusement un parallèle entre la tectonique des plaques et le conflit qui oppose l'Inde

au Pakistan, sans omettre de préciser que l'Azad Cachemire sert de sanctuaire aux terroristes moudjahidines originaires de différents pays islamiques. Est-ce la traduction d'un besoin de s'épancher sur un conflit jusque-là

ignoré ou est-ce une manière de relativiser un drame humain en le circonscrivant à sa dimension géopolitique en l'occurrence musulmane? Choc des civilisations et choc des plaques se confondent.

Sans oublier de prédire que les fonds de l'aide humanitaire seront détournés par la corruption, Libé conclut son édito par: « trop d'aide peut tuer l'aide ». En véhiculant une telle idéologie peut-on s'étonner par la suite que la mobilisation ne soit pas au rendez-vous?

Commerce

Lorsqu'il s'agit de commerce, en revanche, le Pakistan devient du coup plus



Enfants pakistanais victimes du séisme

fréquentable. Les ventes d'équipement militaires vers Islamabad représentent pour l'état français un total de commandes de 2,1 milliards d'euros sur les dix dernières années. À la vue de ces chiffres l'aide financière de la France octroyée au Pakistan n'est qu'une broutille.

Dans le même genre, la banque mondiale, qui n'a apporté qu'une aide d'urgence réduite suite au séisme, promet un geste significatif quant à la reconstruction des régions sinistrées. Objectif bien plus rentable dans l'attribution des marchés que l'intervention d'urgence!

Ambré, [Censier]

En Allemagne, les sociaux libéraux tombent le masque!

Après les élections du 18 septembre, qui ont débouché sur une absence de majorité claire au Parlement, le SPD de Gerhard Schröder a accepté de former une coalition avec la droite. Leur programme commun: l'austérité pour les travailleurs.

En huit ans d'exercice du pouvoir, le gouvernement Schröder a été largement décrédibilisé: bien sûr, comme tous ses équivalents en Europe, la gauche traditionnelle avait suivi fidèlement les intérêts du patronat. Au cours de son second mandat, la coalition « rouge-verte » a encore accéléré la destruction sociale: réduction des allocations chômage (plan Hartz IV), attaques sur la sécurité sociale, baisses d'impôts pour les riches et augmentation du temps de travail. De plus, Schröder a eu trop peur pour organiser un référendum sur la constitution en Allemagne. Il est donc logique aujourd'hui qu'après avoir mené une politique de droite, le SPD s'accorde pour gouverner avec elle.

À gauche, du nouveau...

Jusqu'à présent, la combativité des salariés avait du mal à se concrétiser dans un pays où les syndicats sont très intégrés à la cogestion et traditionnellement très liés au SPD; les syndicats allemands n'ont d'ailleurs pas le droit de « faire de la politique »!

Dans les dernières élections, on a vu l'accession au Parlement de 54 députés issus d'une liste à gauche du SPD (et des Verts), ce qui n'était pas arrivé pour l'(ex-)Allemagne de l'Ouest depuis une trentaine d'années.

Avec 8,7 % des voix, le Linkspartei a réalisé un très bon score (supérieur notamment à celui des Verts), devenant la deuxième option électorale des ouvriers derrière le SPD. Globalement, ces élections ont vu les travailleurs infliger une gifle, comparable aux « non » français et néerlandais, aux

partis menant les politiques antisociales depuis des décennies. Ils ont en effet sanctionné le SPD et rejeté en même temps la droite de Merkel, tous deux en net recul par rapport aux dernières législatives. Une conséquence contradictoire en est la formation d'un gouvernement de « grande coalition » SPD-CDU, qui va encore élargir l'espace politique du Linkspartei.

Le programme de cette force politique est encore mal défini: il défend des revendications sociales justes (SMIC à 1400 euros, élargissement des services publics...) sans dire où prendre l'argent pour le faire. C'est une vision keynésienne: on va creuser les déficits pour augmenter les salaires, les travailleurs consommeront plus et donc les patrons feront plus de profits. Puisque tout le monde sera content, pas besoin de s'affronter!

La bagarre est lancée!

Nos camarades allemands sont investis dans un processus politique de masse porteur d'une dynamique allant clairement vers la gauche. Cependant, ils doivent lutter à l'intérieur pour garantir une indépendance de classe et convaincre du fait qu'avec la mondialisation et la rentabilité maximale recherchée par les multinationales, un capitalisme social n'est pas possible. Il faut donc s'affronter à la bourgeoisie pour satisfaire les revendications portées par ce parti large.

Certes, leur tâche ne sera pas simple. Il est clair que ni Oskar Lafontaine ni Gregor Gysi (les deux porte-parole) ne risquent de devenir un jour des partisans du socialisme et de la révolution. Mais c'est pourtant une politique et un programme défendant cette perspective qu'il s'agira de porter et de faire partager par des milliers de militants et de travailleurs.

Sofiane, [Jussieu]

Le vrai visage de la « paix » française en Côte d'Ivoire: pillage et torture

Un peu plus de 4000 soldats français ainsi que 6000 soldats de l'ONU sous commandement français occupent la Côte d'Ivoire.

Les soldats français avaient été envoyés initialement pour « assurer la sécurité des ressortissants étrangers ». Depuis, on justifie leur présence par la nécessité du « maintien de la paix ». Pourtant, les soldats sur place ont ouvert le feu à plusieurs reprises contre des manifestants ivoiriens, notamment en



Manifestation anti-Gbagbo

novembre 2004, où des hélicoptères français avaient ouvert le feu sur la foule, faisant plusieurs dizaines de morts. Et leur présence n'a pas empêché les massacres commis par les forces gouvernementales et par les rebelles qui contrôlent le Nord du pays.

L'armée: un problème, pas une solution

Mais comme toute armée d'occupation, l'armée française emploie la torture: deux généraux français ont reçu un « blâme » et ont été mutés suite à l'assassinat d'un Ivoirien par étouffement avec un sac plastique. La presse parle de « lourdes sanctions »: pour avoir couvert de tels actes barbares, la sanction n'est pas bien méchante! Et pour une affaire qui passe dans la presse, combien sont étouffées?

Report des élections: la démocratie à la sauce Chirac-ONU

La France et la « communauté internationale » ne sont pas en mesure de régler les problèmes de la Côte d'Ivoire: le 21 octobre 2005, la résolution 1633 de l'ONU a reporté les élections qui devaient se tenir avant fin octobre. Les grandes puissances retirent aux Ivoiriens jusqu'à la possibilité de voter... Alors que le président Gbagbo continue à priver de droits les Ivoiriens et résidents du Nord ou d'origine musulmane! En réalité, les impérialistes français et l'ONU ne font pas partie de la solution mais ils font partie du problème.

Le vrai visage de l'occupation: le pillage impérialiste

Si l'armée est en Côte d'Ivoire, c'est en réalité pour protéger les intérêts des entreprises françaises, qui font énormément de profits en Côte d'Ivoire. Bouygues, Bolloré, Total, France télécom et d'autres contrôlent les secteurs clés de l'économie ivoirienne (construction, télécoms, raffinage, cacao, diamants...). Et du pétrole a été récemment découvert près d'Abidjan... Tant que les troupes seront là et que le pillage continuera, la misère et le despotisme continueront à prospérer.

Retrait des troupes françaises de Côte d'Ivoire et de toutes les anciennes colonies! Annulation de la dette! Les travailleurs ivoiriens doivent prendre le contrôle de la production des richesses de leur pays!

Mohamed, [Nanterre] et Xavier, [Nanterre]

Procès de Saddam Hussein: une parodie de Justice

Le premier acte du procès de Saddam Hussein, filmé et retransmis dans le monde entier (avec un différé de 20 minutes pour permettre aux Américains de censurer ce qu'ils souhaitent), s'est déroulé à la mi-octobre.

Jugé par qui? Un Tribunal Spécial, créé par les États-Unis, composé de juges formés par les Britanniques et les Américains. Donc illégitime.

Jugé pour quoi? Pour le meurtre de 140 habitants du village de Doujaïl. Une affaire dans laquelle les pays occidentaux espèrent s'en tirer sans être accusés de complicité (les armes de la guerre contre l'Irak venaient des États-Unis, les gaz employés contre les Kurdes venaient d'Europe...).

Un procès monté de toutes pièces par ceux qui, face à la catastrophe de l'occupation de l'Irak, espèrent passer pour des démocrates en jugeant un dictateur. Si Saddam Hussein doit être jugé, ce n'est certainement par Bush, Rumsfeld ou Blair, qui devraient depuis longtemps avoir été jugés pour crimes de guerre et crimes contre l'Humanité.

Mort de Rosa Parks: scandaleuse exploitation

Rosa Parks est décédée à l'âge de 92 ans courant octobre. Figure du mouvement d'émancipation des Noirs aux États-Unis, Rosa Parks était celle qui avait refusé, en 1955, de céder sa place à un blanc dans un bus où la ségrégation était pratiquée. Cette réaction avait joué le rôle de détonateur à un moment où les Afro-Américains se mobilisaient de plus en plus contre les discriminations.

Sa mort a fait l'objet d'une tentative de récupération scandaleuse de la part de l'administration Bush. Une cérémonie s'est tenue au Congrès, en présence du Président, et le chef des Républicains au Sénat est allé jusqu'à parler de « l'impact de sa vie tant sur l'Histoire que sur l'avenir de la Nation Américaine ». Après le désastre de la Nouvelle-Orléans, qui avait révélé à la face du monde les conditions de vie des Noirs aux États-Unis, il semble que Bush et les siens aient envie de se racheter... Mais ça ne marchera pas!

Maradona anti-Bush

Le 4 novembre s'ouvrait le 4ème « Sommet des Amériques », en Argentine, en présence de Georges Bush. Cela a donné l'occasion à des dizaines de milliers de personnes de manifester pour montrer leur opposition à la politique de ce dernier. À Mar Del Plata, dans un stade plein à craquer, la légende vivante du football Diego Maradona a pris un court instant la parole, à l'invitation du Président vénézuélien Chavez. Maradona a qualifié Bush « [d']ordure humaine » et s'est écrié « L'Argentine est digne. Vions Bush! ». Décidément le Président des États-Unis fait l'unanimité... contre lui.



Pétrole : un enjeu majeur po

Ils l'ont dit...

Que veulent-ils [les Français etc], avec cette résolution? Veulent-ils leur mot à dire dans la reconstruction politique? Veulent-ils un morceau du gâteau sur le plan économique? Si tel est le prix, ça va. Ce qu'ils vont payer d'avance, c'est un pied sur le terrain et une implication dans le partage du fardeau.

Gén. Anthony Zinni, ex-chef du commandement central
23 mai 2004
CBS News

[La guerre] ouvrirait la vanne du pétrole irakien, qui aurait certainement des conséquences profondes en termes de performance de l'économie mondiale pour les pays qui produisent des biens et consomment du pétrole.

Grant Aldonas sous-secrétaire états-unien au commerce
Février 2003
The tiger in the tanks, rapport de Greenpeace

La France et la Russie ont des compagnies pétrolières et des intérêts en Irak. Elles doivent se dire que, si elles nous assistent dans la mise en place d'un gouvernement décent en Irak, nous ferons de notre mieux pour nous assurer que le nouveau gouvernement et les entreprises US travailleront étroitement avec elles. [Dans le cas contraire] il sera difficile, voire impossible, de persuader le nouveau gouvernement irakien de travailler avec elles.

R. James Woolsey, ancien directeur de la CIA
15 septembre 2002
Washington Post

Quand on changera le régime irakien, on pourra ajouter 3 à 5 millions de barils à la production mondiale [de pétrole]. Si nous menons bien cette guerre, cela sera très bon pour notre économie.

Larry Lindsey, ex-conseiller économique de Georges W. Bush,
septembre 2002

Nous allons gérer le business du pétrole. Nous allons bien le gérer, nous allons faire de l'argent; et ça paiera la reconstruction de l'Irak car il y a de l'argent là.

Richard Lugar, sénateur républicain
1er août 2002
Hearing 31 juillet-1er août 2002, US Senate Foreign relations Committee

Pourquoi le pétrole suscite-il tant d'intérêts, de conflits et de guerres?

Le problème est simple, tout le monde a besoin d'énergie, mais les sources d'approvisionnement en carburant pour les transports sont concentrées dans relativement peu de pays. Plus de deux tiers des ressources mondiales de pétrole disponibles sont concentrées dans le Moyen-Orient, dans le bassin de la mer Caspienne, laissant le reste du monde dépendant dans cette région d'une panoplie de prédateurs. Cette dépendance oblige notamment les forces américaines à demeurer concentrées dans le Golf Persique. Elle oblige la politique étrangère à se compromettre et fait sombrer un grand nombre de nations « développées » dans une dette colossale qu'elles s'étranglent à payer en pétrodollars avec des marchandises à bas prix et des biens agricoles.

Dépendance au pétrole

En un peu plus d'un demi-siècle l'économie mondiale est devenue totalement dépendante du pétrole. Par exemple, au début du XXème siècle, l'économie mondiale à l'égard de l'énergie pétrolière était de 39,5% seulement. Les autres secteurs de l'économie tels que le Charbon ou le

Gaz étaient de 24,2% et 22%.

Aujourd'hui des secteurs clés de l'économie tels que les transports, l'agriculture et l'industrie dépendent du pétrole à 95% pour les transports, à 95% pour l'industrie et à 88% pour l'agriculture!

Le pétrole est présent notre vie quotidienne: « Du chauffage à la brosse à dent », dans les vêtements que nous portons (le Nylon), l'extraction de l'eau, l'électricité, le chauffage etc... l'agriculture, les transports, l'industrie et l'industrie alimentaire. Actuellement tous les secteurs économiques dépendent du pétrole car l'économie du marché internationale est conçue sur l'utilisation de l'énergie pétrolière à bas prix. Le pétrole est devenu le nerf de toute l'économie capitaliste.

Cette dépendance flagrante de notre économie pour le pétrole est une des raisons pour laquelle le pétrole est devenu un enjeu considérable pour les pays capitalistes et leurs guerres pour s'approprier des ressources d'énergies.

Énergie non-renouvelable

Le pétrole représente également un enjeu important car c'est une source d'énergie qui tend à disparaître. Les experts américains affirment qu'il reste de 7 à 14 ans de pétrole dans le monde. C'est pour cela qu'il est nécessaire pour eux de maîtriser

cette source d'énergie et en même temps d'en chercher d'autres. D'autres estimations disent qu'entre 2010 et 2020 il va y avoir une nette baisse du pétrole dans le monde, y compris pour les pays de l'OPEP. On va donc progressivement passer d'un pétrole à bas prix à un pétrole rare et donc plus cher. Le but des pays impérialistes est alors de monopoliser ce marché. Et, c'est ainsi qu'il devient une des causes majeures de la guerre sans limite.

Pour les États-Unis l'enjeu est de « sauver » ce qui reste de pétrole dans le monde. On sait que l'économie américaine consomme 21 Millions de baril par jour (1 baril = 158,8 L) dont la moitié est achetée à l'étranger et que dans 10 ans, ils seront dépendants au 2/3 de l'exportation de pétrole d'où la nécessité de reconstruire leurs propres réserves. De plus, la source pétrolière arabe est accessible et ne demande pas des coûts d'extraction trop élevés contrairement à la mer Caspienne ou l'ouest de l'Afrique.

Guerre pour le pétrole

Ainsi là il y a du pétrole dans le monde, il y a systématiquement des conflits car celui-ci représente une source de conflits d'intérêts pour les pays impérialistes. Par exemple pourquoi y a t il une guerre du pétrole au Moyen orient? L'Irak est le

second pays où le pétrole constitue une réserve sûre. (102 Milliards de barils qui représentent 12% des réserves du monde) après l'Arabie Saoudite (262 Milliards de barils, le 1/4 des réserves). Avant d'entrer en Irak, les États-Unis dépensaient 4 Millions de barils par jour, aujourd'hui 7 Millions de barils.

Dans la mer Caspienne, on estime les réserves à 200 milliards de barils d'où la lutte acharnée entre d'un côté les États-Unis et la Grande-Bretagne et de l'autre la Russie (2ème producteur de pétrole) dans cette région. La Russie veut construire un pipeline qui traverserait le Caucase vers la mer noire tandis que les États-Unis, avec l'appui de la société ONOKAL ont le projet de construire deux pipelines (gaz+ pétrole) qui passerait par le Turkménistan pour finir en Afghanistan!

Ainsi le pétrole représente un enjeu considérable pour les pays impérialistes. Si le pétrole venait à manquer le système économique serait fortement déstabilisé. C'est notamment pour se préparer à cette future déstabilisation que les grandes puissances, au premier rang desquelles les États-Unis, sont aujourd'hui en guerre.

Rola, [Jussieu]

La guerre pour le pétrole irakien

L'Irak, avec une réserve pétrolière exploitable de 110 milliards de barils et une production de 2,5 millions de barils par jour est une proie pour les impérialismes. Plusieurs pays capitalistes ont tenté de mettre la main sur cette marchandise qui génère des profits démesurés et revêt une importance stratégique capitale pour les capitalismes avancés.

Une manne importante... source de concurrence inter-impérialiste

La France et la Russie ont très tôt vu les bénéfices à retirer en Irak et ont passé des contrats avec la dictature Hussein (Total contrôlait le site de Majnun estimé à 10 milliards de barils). Les Usa considéraient ces marchés perdus par leurs multinationales comme une « violation de l'esprit de l'embargo ». On comprend dès lors les « oppositions » entre les différents impérialismes avant l'invasion de l'Irak: sous couvert de pacifisme, Chirac défendait les intérêts financiers de Total...

Une guerre à rentabiliser...

Les intérêts pétroliers américains sont



L'Irak et son pétrole aux Irakiens!

Acculé par la résistance et contraint à temporiser par une production pétrolière encore non-rentable,

l'explication centrale de l'intervention de la Coalition en Irak. Le coût de l'opération militaire (100 milliards de dollars + 12 à 45 milliards de dollars par an pour maintenir les troupes) doit être dépassé par les profits dus à la vente du pétrole. Ainsi le contrôle des champs pétrolifères a été la première tâche des armées US. Mais les installations pétrolières sont désuètes et ne permettent pas encore de rembourser les coûts de la guerre.

...en transformant l'Irak en colonie US.

Les stratégies US pensaient que l'Irak « libéré » doublerait sa production pour atteindre le niveau saoudien (245 milliards de barils). Mais la relance de la production prend du temps et coûte de l'argent: 9 milliards de dollars et 3 ans pour l'amener à 3,5 millions de barils par jour, 30 milliards pour la passer à 6 par jour et 20 milliards pour réparer le réseau électrique qui alimente les raffineries! Or le pétrole irakien ne rapporte « que » 15 milliards de dollars par an.

Les Usa ont donc un projet colonial et économique à long terme, qui explique la nécessité de conquérir militairement le pays pour le contrôler pendant une longue période afin de rentabiliser l'investissement militaire...

l'impérialisme US est en position délicate. Le mouvement anti-guerre doit en profiter et mobiliser largement pour exiger le retrait immédiat des troupes d'invasion et l'utilisation des ressources pétrolières pour satisfaire les besoins sociaux des Irakiens, et non les



appétits financiers d'Halliburton et Cie.

Hugo, [Clermont-Ferrand]

Le prétendu « camp de la paix »

Ne nous y trompons pas, les prises de positions françaises, allemandes, chinoises et russes contre la guerre en Irak ne sont en rien le reflet des aspirations des peuples à la liberté et à la paix. Le gouvernement français et Chirac se sont tout simplement fait les portes paroles des intérêts impérialistes de la bourgeoisie française. Suite à la première invasion et malgré l'embargo, ces pays avaient obtenu de nombreux contrats afin, officiellement, de reconstruire le pays. Ainsi Bouygues, TotalFinaElf, Alcatel et bien d'autres, avaient su profiter des rivalités des bourgeoisies nationales pour obtenir de mirifiques arrangements avec le gouvernement irakien.

La France était alors le premier investisseur du pays et le premier fournisseur de l'Irak avec 15% des importations. Total étendait son contrôle sur des sites d'extractions dont le potentiel était évalué à 26 milliards de barils de bruts. L'Allemagne quant à elle était la première fournisseuse d'armes et de technologies militaires du régime de Saddam Hussein. La Russie était pour sa part aux coudes à coudes avec la France pour l'exploitation de gisement pétrolifères du sud du pays. Elle était également une des principales protagonistes du commerce des armes dans la région tout comme la Chine. Tous ses contrats avaient été passés en prévision de la future levée de l'embargo. Une des premières décisions de l'« opposition irakienne » si courtisée par Washington fut la rupture des contrats passés par l'ancien régime et l'arrêt du paiement des échéances de ces derniers.

À la lumière de ces éléments nous comprenons qu'il n'y a jamais eu à l'ONU un front de la paix et un front de la guerre mais des divergences d'intérêts entre les différentes puissances impérialistes qui se divisent les ressources planétaires. Ce sont bien des intérêts de classes, des intérêts sonnants et trébuchants qui nourrissent la fronde antiméricaine. Et non la légitime aspiration des peuples à disposer d'eux-mêmes et à vivre en paix.

Arsène, [Strasbourg]

Pour les grandes puissances

Venezuela : Pétrole contre ~~nourriture~~ avancées sociales

Le Venezuela possède parmi les 5 plus grandes réserves de pétrole au monde. Pourtant, contrairement aux 4 autres pays, il n'est ni sous occupation militaire américaine, ni dirigé par un régime ultra-réactionnaire aux ordres du même impérialisme US... Et ce malgré la tentative de coup d'Etat, orchestrée publiquement par Washington, et qui visait à remplacer Hugo Chavez par le chef du MEDEF vénézuélien. En descendant massivement dans la rue, les travailleurs ont empêché la bourgeoisie locale de vendre le pays aux compagnies pétrolières américaines, et ont remis Chavez au pouvoir. Ce dernier bénéficie en effet d'un véritable soutien populaire, principalement grâce à sa politique de redistribution des revenus pétroliers.

La bataille du secteur pétrolier

Alors que les réserves pétrolières du pays sont connues et exploitées depuis longtemps, la population n'en avait jamais bénéficié : jusque là, PDVSA (la société nationale qui exploite le pétrole) était aux mains d'une clique corrompue, dont le rôle était d'enrichir les entreprises étrangères, et non de reverser les bénéfices à l'Etat.

Mais, poussé par les travailleurs vénézuéliens, Chavez a commencé à « récupérer » l'argent du pétrole, et à l'utiliser pour des programmes sociaux. C'est alors que la direction de PDVSA a organisé un lock-out (une grève patronale, avec le soutien des cadres et techniciens) visant à paralyser l'entreprise et le pays, et à en finir avec Chavez.

Mais les salariés de PDVSA ont relancé la production par eux-mêmes, contre leurs cadres et dirigeants. Cette expérience de reprise en main directe par les travailleurs du secteur pétrolier a montré l'exemple, et ce sont maintenant des dizaines d'entreprises qui vont vers un contrôle par les travailleurs.

Transformer le pétrole en avancées sociales

Poussée par la mobilisation populaire, la « révolution bolivarienne » de Chavez

transforme maintenant les revenus du pétrole en avancées réelles dans les conditions de vie du peuple vénézuélien.

Ainsi, sur les recettes pétrolières de 2004, le régime a consacré pas moins de 3,7 milliards de dollars pour les budgets sociaux (les « missions »): éducation, santé, alimentation...

En quelques années, le régime a réussi à mettre fin à l'analphabétisme, et à développer une véritable politique d'éducation : ouverture massive d'écoles, de lycées, et d'universités.

Dans les quartiers populaires, tous les habitants ont maintenant un accès gratuit et permanent à des soins préventifs et à des consultations médicales. Ce dispositif a pu être mis en place malgré le boycott des riches médecins vénézuéliens, grâce à l'aide des 15 000 médecins cubains envoyés par Castro.

L'utilisation du pétrole par Chavez, c'est aussi l'aide aux pays voisins : vente de pétrole à très bas prix, ou même échange (comme avec Cuba : pétrole contre médecins), rachat de la dette publique de l'Argentine, mise en place d'une chaîne de télé latino-américaine contre CNN...

Même avec du pétrole, il faut faire des choix

Dopée par la hausse des cours du pétrole, la politique de Chavez se traduit effectivement par des améliorations pour la population, et par une aide aux pays voisins. Mais ça ne résout pas tous les problèmes : une partie importante des revenus du pétrole n'est pas redistribuée à la population.

Ainsi, Chavez continue à rembourser la « dette » extérieure du Venezuela, alors que c'est du vol pur et simple par les puissances impérialistes. Les énormes réserves de pétrole lui permettent de faire les

n'aient pas envie de partir. Si la France a 4300 militaires en position dans ce pays (dont quelques-uns sous le couvert de l'ONU) ce n'est certainement pas pour « défendre la population, » mais pour défendre ses intérêts. L'armée française n'hésite pas à tirer dans le tas, quand les Ivoiriens s'approchent de trop près des raffineries pour réclamer des conditions de vie décentes.

La France n'a rien à faire en Côte d'Ivoire ! Le pétrole ivoirien doit appartenir aux travailleurs ivoiriens. C'est pourquoi nous exigeons le retrait des troupes françaises de Côte d'Ivoire.

Bernardo, [Jussieu]



deux à la fois : remboursement de la dette et budgets sociaux. Mais il faut choisir : on ne peut pas à la fois combattre et enrichir l'impérialisme !

De plus, de véritables fortunes s'envolent à cause de la corruption et de la désorganisation à PDVSA... et finissent dans les poches de la bourgeoisie vénézuélienne, ou des firmes américaines (les premiers acheteurs du pétrole vénézuélien sont... les USA !).

Comme le disent nos camarades du Parti Révolution et Socialisme (tout nouveau

H'ayim, [Nanterre])

Le pétrole, un désastre écologique

La sombre histoire du pétrole débute dès sa production. En effet le pétrole, énergie fossile, est extrait dans d'immenses champs pétrolifères ou plateformes pétrolières installées en pleine mer. Ces lieux sont victimes de nombreux déversements accidentels d'hydrocarbures, voire d'incendies. Après la production, c'est le transport qui pose à nouveau problème. Les marées noires sont désormais rentrées dans le rang des catastrophes habituelles, Erika, Prestige, Exxon Valdez, Amoco Cadiz... sont tout autant de pétroliers qui sont venus détruire la faune et la flore maritime et côtière. Sous couvert d'économies ces épaves qui acheminent le pétrole vers les raffineries

et centres de stockages sont des bateaux de plusieurs dizaines d'années, non entretenus, le tout étant couvert par les systèmes de pavillons de complaisance. Mais cela ne s'arrête pas là, afin de gagner du temps, donc de l'argent, les décharges sauvages sont monnaie courante, ils apportent eux aussi leur lot de nappes toxiques d'hydrocarbures.

Automobiles

Le pétrole a une destination bien connue, le réservoir des automobiles. La combustion du pétrole pose de graves problèmes en termes d'environnement car elle rejette dans l'atmosphère des produits nocifs pour l'écosystème et la planète tels que les tristement célèbres gaz à effet de serre et CO2. Ces rejets gazeux polluent directement l'homme qui les respire mais également la planète.

En effet, Celle-ci ne peut supporter une telle quantité de gaz. Ses capacités d'ab-

sorption seraient dépassées depuis la fin des années 80. Les incidences sur le climat sont considérables. On constate que la température moyenne de l'air au niveau du sol a augmenté de 0,6 °C environ depuis le début du siècle, et que les records de chaleur sont tous concentrés dans les années récentes. Mais tout cela ne préoccupe

partie révolutionnaire qui rassemble l'extrême gauche, les dirigeants syndicaux révolutionnaires... : « Le seul argent du pétrole ne résout pas le problème de l'exploitation capitaliste, origine de tous nos maux. Pour le surmonter, l'économie doit cesser d'être aux mains d'une poignée de riches patrons, de l'oligarchie conspiratrice et des monopoles multinationaux, pour en venir à être contrôlée par les travailleurs et le peuple au pouvoir. »



guère les entreprises qui ne pensent qu'à court terme, qu'à leurs profits. C'est un ainsi que rien n'est pensé quant à la relève face au pétrole.

Alternatives

L'utilisation du pétrole n'est pas exclusive, il existe de nombreuses réponses à la pollution atmosphérique, c'est le développement des véhicules alternatifs, électriques, hybrides, fonctionnant au gaz, biogaz, par pile à combustible ou aux biocarburants. Pour les projets visant à le substituer par des biocarburants (huiles végétales, esters, bioethanol). Mais la recherche et la promotion de ces énergies alternatives sont mises de côté...en effet, il reste encore du pétrole et il rapporte plus...

Correspondant, [Rennes]

Quelques chiffres

Bénéfices pour l'année 2004 des compagnies pétrolières (en euros):

Exxon-Mobil 20,2 milliards (+18% par rapport à 2003).

Shell 14,8 milliards (+ 48%)

BP 13 milliards (+ 57%)

Total 9 milliards (+ 29%)

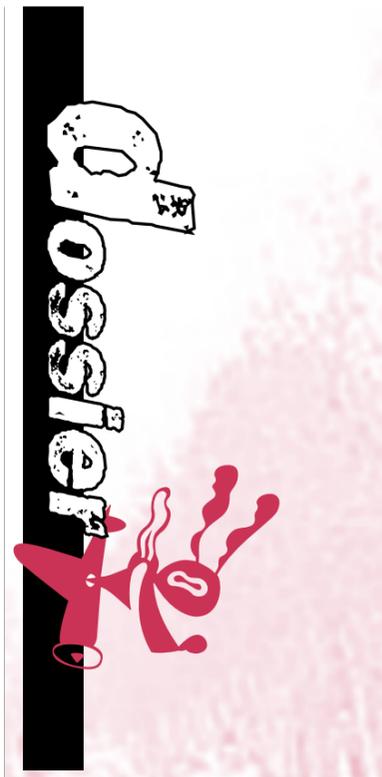
Bénéfice total 57 milliards (+37%)

Consommation annuelle de pétrole dans le monde (2004): 30 milliards de barils. Soit une consommation quotidienne de 82 millions de Barils.

Un Baril équivaut à 158,8 litres. Ce sont donc chaque jour plus de 13 milliards de litres de pétrole qui sont consommés.

Les États-Unis absorbent 21 millions de Barils par jour, soit plus de 25 % de la consommation mondiale. Aujourd'hui ils en importent la moitié. Les experts prévoient qu'ils en importeront plus des 2/3 en 2002.

Les compagnies étatsuniennes de pétrole, de gaz et de charbon ont dépensé près de 70 millions de dollars pour faire du lobbying auprès des officiels et des hommes politiques américains en 1999.



Le rôle de l'Etat dans l'offensive en cours

Le gouvernement est de plus en plus à l'offensive, la gauche traditionnelle n'a de gauche que le nom, le pouvoir des multinationales étouffe l'ensemble des travailleurs.

Quelle est la place de l'Etat, dont le rôle a toujours été de maintenir le système en place et de permettre à la petite minorité qui nous dirige d'exercer le pouvoir et de le conserver, dans l'offensive en cours? C'est à cette question que nous allons tenter de répondre.

L'Etat et les privatisations

À la naissance du capitalisme, sous sa forme de libre-échange, la loi de l'offre et de la demande prévalait. Mais très vite, vers la fin du XIXème, une minorité d'industriels et de banquiers accumulent et contrôlent une immense part des capitaux. Ensuite, par la création de filiales, la participation dans le capital d'autres entreprises, l'investissement dans différentes branches industrielles et commerciales, les fusions, les prêts... le capital se trouve concentré dans les mains d'une minorité de plus en plus petite de monopoles. C'est la phase monopolistique du capitalisme: l'impérialisme.

L'ouverture sur le marché de n'importe quel secteur mènera à la concentration de son capital dans les mains de firmes ou de banques déjà dominantes.

Après la deuxième guerre mondiale, la reconstruction fut une période de profits

qui permit à l'Etat d'acheter la paix sociale en octroyant aux travailleurs un ensemble d'acquis sociaux et de services publics.

Mais depuis le choc pétrolier de 1973 et la crise qui se poursuit à l'heure actuelle, les grandes puissances sont en guerre économique pour le gain de nouveaux marchés.

Au niveau national, l'Etat se désengage petit à petit de son rôle de gestionnaire. Son rôle en faveur de la classe dominante se révèle. Le changement de régime des retraites permet aux banques de s'enrichir en proposant différentes épargnes et fonds de pensions, celui de la sécurité sociale va nécessiter de souscrire à des assurances et mutuelles privées pour avoir des soins corrects. L'ouverture du capital de France Télécom ne devait pas dépasser 50 %, mais par suite des fusions avec d'autres groupes, l'Etat ne contrôle plus que 14 % du capital! Une fois que la privatisation est enclenchée, la dynamique de concentration du capital est inévitable. Toutes les promesses ne sont que poudre aux yeux car le marché est roi. Le même processus se déroulera pour EDF-GDF, la SNCM, les autoroutes... On passe d'une gestion centrale pour que l'ensemble des usagers aient les mêmes droits à des entreprises, qui vendent des produits à des clients, dont le but est le profit!

De plus le lien entre l'Etat et les grandes entreprises est souvent personnel. Avoir de bonnes relations facilite la signature de certains contrats, on voit des hauts

fonctionnaires siéger dans des conseils d'administration: Sarkozy- frère siège à la direction du Medef, Breton est ministre de l'économie et ex-PDG de France Télécom, Mer ex-ministre de l'économie et ex-PDG d'Arseor (l'entreprise de métallurgie qui ruine le nord de la France par ses licenciements après avoir empoché des milliards d'aides publiques)... C'est le reflet d'intérêts communs et d'appartenance à une même classe.

L'Etat et la violence armée

L'Etat ouvre de nouveaux marchés au niveau national, mais l'impérialisme a besoin de s'étendre, d'autant plus à l'heure de la mondialisation.

Le contrôle des matières premières, des sources énergétiques, d'une main-d'œuvre plus rentable, de nouveaux débouchés, le positionnement géostratégique sont autant de nécessités pour les multinationales. L'implication de l'Etat est inévitable: il est seul souverain pour coloniser (fin XIX- début XX), déclarer des guerres, occuper un pays (Irak aujourd'hui). la guerre est l'entreprise la plus rentable: production, destruction, reconstruction, et, à chaque étape, des contrats juteux. L'Etat est aussi utile dans les stratégies internes aux organisations internationales



comme l'OMC, l'ONU, le FMI, l'OTAN. En effet, l'ouverture de certains pays aux investissements étrangers passe aussi par des négociations entre les Etats, le recours à l'armée n'est pas automatique mais reste un moyen de pression efficace.

Dans sa politique intérieure comme extérieure, l'Etat est un organe au service de la classe dominante. Chacune de ses institutions lui sert à perpétuer l'ordre établi et répandre l'idéologie dominante. Tant que la bourgeoisie sera au pouvoir, l'Etat restera notre ennemi.

Rodolphe, [Jussieu]

Réforme de l'ISF

La réforme de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune illustre une fois de plus les choix politiques du gouvernement Villepin-Sarkozy. Après avoir décidé de plafonner les impôts à 60 % pour chaque « contribuable » (ce qui permet aux plus riches de bénéficier d'exonérations sur les impôts locaux ou sur les impôts sur le revenu), les députés de droite ont voté un abattement de 75 % de l'ISF sur les actions. Selon Libération, ce cadeau aux plus riches permettrait à Daniel Bertrand, ex-PDG de Carrefour, d'économiser 820 000 euros, à Antoine Zacharias, PDG de Vinci, d'économiser 946 000 euros, ou encore à Thierry Desmarests, PDG de Total, d'économiser 326 000 euros. À titre de comparaison, les bénéficiaires de la Prime pour l'emploi bénéficieront d'une rallonge de... 4,70 euros par mois. C'était la « croissance sociale », version Villepin-Sarkozy.

1er décembre: journée mondiale contre le SIDA

Comme chaque année, le 1er décembre sera la journée mondiale contre le SIDA. Ce sera l'occasion de rappeler et de dénoncer les effets désastreux du virus HIV et les politiques hypocrites, voire criminelles, des gouvernements des grandes puissances et des multinationales pharmaceutiques. 8000 personnes meurent chaque jour en raison de leur infection, soit une personne toutes les 10 secondes. Alors que l'ONU affirme qu'il faut trouver au moins 33 milliards de dollars pour son plan de lutte contre le SIDA pour la période 2006-2007, à peine 15 % de cette somme a été « offerte » par les pays donateurs. Les États-Unis ont promis 800 millions de dollars (ce qui équivaut à moins d'une journée de leurs dépenses militaires) et la France 160 millions de dollars (idem...). « SIDA, grande cause nationale » d'après Chirac. Des manifestations seront organisées dans de nombreuses villes. (plus d'infos sur le site d'Act-Up).

Privatisation d'EDF: une publicité qui en dit long

« C'est à nous! C'est à nous! » s'exclame un homme devant une centrale hydroélectrique. « Elle te plaît? » demande un autre à sa femme en lui montrant une éolienne. Peut-être avez-vous réussi à être épargné par la campagne de pubs télé qui a accompagné la privatisation d'EDF. Pardon, « ouverture du Capital ». Un joli tour de passe-passe, qui consiste à nous faire croire que c'est en achetant des actions EDF que cette entreprise anciennement publique deviendrait « à nous ». Alors que c'est l'inverse qui se passe. Le passage progressif d'EDF dans le secteur privé va l'éloigner encore un peu plus du contrôle de la population puisque ce sont à présent les « lois du marché » qui vont diriger EDF. Alors assez d'hypocrisie! EDF doit rester à 100 % dans le secteur public, et on se battra pour l'imposer au gouvernement!

Retour sur la grève de la RTM

En ce moment ce ne sont pas les raisons de lutter qui manquent à Marseille... Après les combats grévistes de la SNCM qui ont été largement soutenus le 4 octobre et l'usine Nestlé qui va finalement licencier 200 personnes, c'est la Régie des Transports de Marseille qui met les travailleurs en colère.

Gaudin (UMP) et ses copains de la mairie de Marseille pensent qu'il faut changer l'image de la ville pour en faire une « capitale euro-méditerranéenne », autrement dit un centre-ville réservé aux bourgeois. Par exemple c'est le rachat de nombreux quartiers du centre-ville par des fonds de pension états-

Les grévistes sont nombreux et déterminés depuis le 4 octobre: le nombre de non grévistes est faible et constant (4 %). Ils luttent pour la défense du service public et pour l'amélioration des transports, c'est-à-dire l'augmentation du nombre de bus pour les quartiers peu desservis (nord, sud-est...) et la périphérie de la ville. La création d'un tramway en centre-ville consiste à améliorer les transports de ceux qui en ont déjà. L'argent gagné grâce aux prix exorbitants des tickets de tram n'irait pas dans l'amélioration du service public mais dans les poches de la Connex.

Les négociations sont quasi inexistantes, d'une part parce que la seule revendication est le retrait de la DSP, d'autre part parce que Gaudin n'a pas d'autre possibilité que de passer en force et il n'hésite pas à attaquer de tous les côtés. D'abord la mise en place d'un service de substitution composé de compagnies privées venant de la France entière. Un bon nombre d'entre elles n'ont pas de syndicat et les chauffeurs sont contraints de bosser. Ensuite, ils voudraient mettre en place un service minimum (pas défini légalement en ce qui concerne la RTM), les traminots en lutte répondent par toujours plus de détermination et d'unité.

Mélanie, [Marseille]

NB: cet article a été écrit avant que la « Justice » ne déclare illégale la grève des travailleurs de la RTM, franchissant un nouveau pas dans la criminalisation du mouvement social. Les grévistes ont repris le travail car ils étaient menacés de devoir payer 10000 euros par jour d'astreinte. Mais un nouveau préavis a été déposé.



uniens ou la construction d'un beau tramway en centre-ville qui double les lignes de métro. La municipalité (et elle seule) par une Délégation de Service Public a fait un appel d'offre auquel a répondu... la Connex!

La loi Loti interdit le morcellement du capital d'une régie, cette DSP est donc illégale. L'intersyndicale a déposé un recours au tribunal administratif au printemps, mais la réponse n'est pas prête d'arriver. Selon eux la RTM devrait donc payer la construction du tramway (6,8 millions d'euros) et ne récupérer que 50 % des bénéfices, le reste partant vers la Connex. De cette manière, ils espèrent mettre en concurrence les travailleurs du tramway avec ceux du métro, diminuant ainsi le pouvoir des syndicats.

Halte à la privatisation du rail!

Le secteur des transports est l'objet d'une concurrence sauvage où la recherche du profit à court terme aggrave les conditions de travail des salariés, et détériore dangereusement la sécurité et l'environnement. Les réseaux sont partout en voie de privatisation malgré la catastrophique expérience des chemins de fer britanniques. En fait, il s'agit de privatiser les activités les plus rentables, la partie du fret où la valeur ajoutée est la plus élevée. Les activités non rentables resteront à la charge de la collectivité et notamment le lourd financement des infrastructures.

Les premiers trains de fret privé ont circulé conformément aux dispositions des directives européennes approuvées par les gouvernements. La circulation des trains au départ de Sorcy (Meuse) en direction de la sidérurgie sarroise est offerte au

groupe Connex par l'intermédiaire de sa filiale CFTA-Cargo. La SNCF assure dans ses centres la formation du personnel mais le niveau d'exigence et de qualification des nouveaux conducteurs est inférieur à la compétence professionnelle exigée pour les conducteurs SNCF. Cette situation fragilise la sécurité des circulations mais les coûts sont moindres...

Des manifestations ont déjà rassemblé plusieurs centaines de cheminots pour bloquer les trains privés, mais il en circule aujourd'hui chaque jour. Le dernier Conseil des Ministres a annoncé la libéralisation totale du fret pour le 31 mars, nous avons besoin d'une vaste campagne nationale de défense du rail et des services publics!

Gaël, [Metz]

Attention, l'Hôpital est en danger!

Le pseudo-trou de la Sécu, dû aux exonérations de cotisations sociales offertes par l'Etat à nos patrons, a entraîné une politique de restriction budgétaire. Pour l'hôpital public elle s'applique en deux volets.

La T2A

Traduction: Tarification A de l'Activité. C'est-à-dire que les hôpitaux ne sont plus subventionnés en fonction du nombre de lits occupés, mais du nombre d'actes médicaux réalisés. Du coup l'objectif des directions hospitalières est de réduire au maximum la durée moyenne de séjour, quitte à faire rentrer chez lui un patient plus assez rentable, qui sera alors pris en charge par une infirmière libérale. D'autre part il faudra alors programmer l'activité en fonction de la rentabilité. Par exemple, une Cataracte = 10 opérations = 1 journée d'hospitalisation alors qu'une prothèse totale de hanche = 1 opération = jusqu'à 2 mois d'hospitalisation.

Cette T2A rend les budgets hospitaliers impossibles à tenir en donc à boucler, ce qui justifie le second volet des réformes

hospitalières.

Le plan Hôpital 2007

C'est-à-dire la rationalisation du nombre de structures. Le plan Hôpital 2007 a deux conséquences concrètes. C'est la disparition des hôpitaux de proximité donc l'inégalité d'accès aux soins sur l'ensemble du territoire. C'est également la création de nouvelles structures mixtes (public/privé): Groupements d'Intérêt Économique qui auront deux particularités: tout ce qui peut être rentable sera privé, tout ce qui ne l'est pas assez sera à la charge du public!

Le statut des salariés de ces GIE dans un premier temps, ne changera pas (salariés du privé et fonctionnaires), puis toutes les nouvelles embauches se feront sous un nouveau statut GIE: c'est-à-dire de droit privé, ce qui signifie à long terme la disparition du statut de fonctionnaire hospitalier et de tous les droits qui vont avec.

Cela signifie pour les usagés une médecine à deux vitesses et pour les travailleurs une dégradation de leurs conditions de travail!

Camille, [Nanterre]

Loi Fillon : c'est toujours non !

Après plusieurs mois de manifestation, plusieurs centaines de milliers de lycéens occupant leurs lycées et même un rejet du conseil supérieur de l'éducation, la loi Fillon a été adoptée dans sa quasi-intégralité et certains volets ont commencé à être appliqués dès la dernière rentrée.

Accompagné du faible budget attribué à l'éducation, celle-ci fait des ravages : des classes de plus en plus surchargées et un grand nombre d'élèves se retrouvant sans lycée par manque de place.

Le budget 2006 entraîne des nouvelles suppressions de plusieurs milliers de postes, qui frappent notamment les non titulaires, et la précarisation se renforce de plus en plus pour les emplois de vie scolaire (assistants d'éducation, assistantes sociales, infirmières, personnels d'entretien...). La situation dans les ZEP empire chaque jour par manque de moyens attribués à ces zones pourtant dites « prioritaires »...

En janvier aura lieu la mise en place intégrale du décret imposant le remplacement

des profs par leurs collègues. Ceux-ci se verront obligés de faire de nombreuses heures supplémentaires pour remplacer des profs n'enseignant pas la même matière qu'eux ! Et pendant ce temps-là, pour l'année 2006, un déficit de recrutement de plus de 6000 enseignants est programmé ! On nous enlève nos profs, et à l'occasion des partenariats entre les entreprises et les lycées, on nous met des patrons à la place !!

Les profs se mobilisent contre cette loi et cette politique de casse de l'éducation, une pétition contre les remplacements obligatoires a déjà reçu 50 000 signatures, et ils étaient nombreux dans la rue le 4 octobre. Plusieurs milliers de lycéens étaient aussi là. Mais ça ne suffit pas, De Robien poursuit le travail commencé ! Le 24 novembre les principaux syndicats appellent à la grève dans tous les lycées et collèges, nous devons répondre à cet appel ! L'année dernière nous étions tout seuls, cette année le combat doit être mené tous ensemble !!

Pauline, [Saint Denis]

Augmentation des frais d'inscription

En théorie, l'université doit accueillir toute personne souhaitant y poursuivre ses études. Seulement, la réalité est toute autre. Une sélection s'opère et celle-ci commence par des frais d'inscription qui ne cessent d'augmenter. Pour les étudiants inscrits en licence, l'augmentation est en moyenne de 6,5 % (de 141 à 150 euros). Les Master ont quant à eux augmenté de 35 %, montant alors jusqu'à 190 euros !

Dès la lecture de ces chiffres, on voit qu'en plus de ces augmentations, apparaît une différence dans les frais d'inscriptions entre les licences et les masters, mais également doctorat (290 euros). Et tout cela sans compter la sécurité sociale (obligatoire) qui peut s'élever à 190 euros... L'instauration de frais plus élevés en Master et Doctorat est inadmissible : cela contribue à renforcer l'inégalité d'accès aux études longues.

Mais l'élitisme poussé par l'État ne s'arrête pas là. La réforme LMD, instaure un autre type de sélection. Le passage d'une année sur l'autre n'est plus acquis de droit et souvent des étudiants se retrouvent

bloqués suite à des incompatibilités. A Paris 6, si on ne suit pas les « parcours types » imposés par l'université, on peut se retrouver titulaire d'une licence « sciences et technologie » « sans mention ». Et avec cela on n'est pas autorisé à entrer en Master. Par ailleurs, avec le LMD, la barrière sélective entre master 1 et 2 est maintenue alors que dans ce schéma 3-5-8 où la 4ème et 5ème année sanctionnent le master, il semblerait logique d'amener un étudiant débutant un cycle jusqu'au diplôme marquant la fin de ce cycle.

Ces réformes et ces augmentations de frais d'inscription sont souvent montrées comme une obligation, une nécessité. Mais ceci ne résulte que de choix politiques répondant à un esprit profondément libéral. Il est impératif de lutter contre ce gouvernement pour avoir un enseignement public de qualité pour tous !

Elodie, [VSO]

L'Enseignement supérieur et la Recherche au service du Capital ?

Après la réforme LMD offrant aux pôles universitaires une autonomie sur le contenu des diplômes, il fallait bien s'attendre à une révision du statut de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Avec la Loi Sur la Recherche (LSR), celle-ci s'est traduite par la création de Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur qui consistent à regrouper des établissements publics et privés d'Enseignement supérieur et de Recherche. Les PRES se spécialiseront sur des projets limités et, en fonction de cela n'auront pas les mêmes financements ; certains pôles n'étant pas qualifiés d'excellence et ne travaillant pas sur des projets intéressants les entreprises seront amenés à disparaître.

De plus, dans ces pôles, la formation est limitée aux niveaux M. et D. En bref, il y aura des facs prestigieuses offrant de la recherche et de l'autre côté des facs poubelles n'offrant que des filières professionnalisées et courtes (niveau L).

Par ailleurs, ce sont les PRES qui monopoliseront tous les financements qui

représenteraient d'après le projet de loi 3 % du PIB ! Or, 1/3 de ces financements sera public et constant, 1/3 sera un financement demandé par projet et pour le dernier tiers cette loi stipule l'entrée de personnes « du monde économique et social » au sein du Conseil d'Administration des PRES.

De plus, cette pseudo-autonomie des PRES passera par la création de CDI et CDD car, comme l'explique clairement Sarko « faut-il que l'accès à l'emploi permanent rime forcément avec un statut de fonctionnaire ». En bref, c'est toujours la même rengaine : Précarisation des chercheurs, disparition à long terme des enseignants chercheurs, carrières individualisées au mérite, pénurie budgétaire, financement de certains projets qui ont un intérêt industriel ou commercial. Au final, la Recherche et l'Enseignement supérieur ne seront plus désintéressés, ils serviront le Capital... NON A LA LSR !!!

Mina, [Nanterre]

Flicage au lycée : et maintenant, la biométrie !

Le lycée de la vallée de Chevreuse, qui comptait déjà de nombreuses caméras sur ses murs, a décidé de franchir encore une étape dans le contrôle des lycéens et des personnels. C'est ainsi que la cantine est passée à la biométrie : des machines high-tech reconnaissant la morphologie de la main de chaque élève inscrit à la cantine.

Un contexte important

L'an dernier la biométrie n'existait dans aucun lycée. Son apparition est certainement en lien avec le mouvement lycéen de l'année dernière. C'est la mise en place d'une politique ultra-sécuritaire qui veut museler la jeunesse qui possède une grande capacité de révolte et qui est difficilement contrôlable.

Au LVC, le coût de l'opération devrait tourner autour de 15 000 euros. Hallucinant quand on connaît l'état lamentable du lycée. Décidément, ceux qui dirigent n'ont pas les mêmes priorités que nous !

Une offensive idéologique

Ce fichage total pratiqué sur quelques lycées est un test avant d'en équiper tous

Sofiane, [Jussieu]

Mobiliser les Universités

L'an dernier, des universités se sont mobilisées en permanence. A cette rentrée, Rouen a repris le flambeau. Il y a eu un mois de lutte contre la pénurie budgétaire, qui a permis de faire lâcher un peu d'argent au ministère. Puis, c'est à Grenoble que cela a rebondi, contre les frais d'inscription illégaux. La fac a été bloquée pendant trois jours. Il y a eu 400 personnes en assemblée générale. La mobilisation continue, avec des AG moins massives pour l'instant mais probablement une victoire : le prochain conseil d'administration devrait annuler les frais illégaux. Une journée banalisée devrait être organisée le 9 novembre avec des débats sur le problème du financement des universités.

Le financement des universités et les autres problèmes

La situation est catastrophique dans de nombreuses villes, en raison du manque de moyens fournis par l'Etat. Certaines universités choisissent de répondre en créant des frais illégaux. C'est le président de l'université de Perpignan qui expliquait à l'UNEF qu'il fallait choisir entre des frais illégaux et la fermeture de filières ! Le LMD et la future loi sur la recherche autorisent, petit à petit, une autonomie des universités en terme de financement : chaque université a moins d'argent, et peut augmenter les frais d'inscription, chercher des financements privés. Le résultat, c'est que des filières, celles qui sont jugées non rentables, sont fermées, n'ont pas d'argent ou voient leurs frais d'inscription augmenter. Les filières réputées vont augmenter leurs frais d'inscription, en particulier à partir du Master, et sélectionner à l'entrée. Dans le même temps, la réforme LMD revient sur de nombreux droits élémentaires des étudiants, qui augmentent les difficultés dans les études (fin de la compensation et de la session de septembre, notes éliminatoires, contrôle continu plus important, sélection à l'entrée en Master, etc.) et ainsi développent la sélection.

Antoine, [Jussieu]

les bahuts. Il s'agit également d'une offensive idéologique, qui « prépare » aujourd'hui les jeunes à accepter les cartes d'identité biométrique ou les empreintes génétiques généralisées demain.

Préparons la riposte

Sur le LVC, nous sommes quelques-uns à nous mobiliser : au départ, des assistants d'éducation, mais nous avons convaincu le SNES (syndicat de personnels) de mener la bataille contre l'adoption de ce système. Nous sommes également en lien avec la FCPE (parents d'élèves). En revanche, il est difficile d'avoir de nombreux contacts avec les élèves, car notre fonction ne nous le permet pas, mais nous essayons tout de même.

Ce lycée est situé dans un environnement très à droite (plus de 60 % de « oui » le 29 mai), son conseil d'administration est dominé par des forces très coopératives avec le gouvernement. C'est bien pour cela que tout se jouera hors du CA, dans la lutte, lycéens et personnels unis pour dégager caméras et biométrie.



Train privé en panne, la SNCF dépanne !

La locomotive du train de la Connex, la boîte privilégiée par les privatiseurs dans le domaine des transports, est tombée en panne lors de sa première circulation entre Epinal et Offenbourg. Impossible d'assurer le transport sans le dépannage de la SNCF qui s'est pliée aux exigences du marché. La privatisation est sur les rails mais quand ça déraile c'est le service public qui dépanne !

Virée pour un jeton de café à 1,20 euro !

Le 15 septembre dernier Djamilia Belkadi, 21 ans, apprenait de la direction du Flunch de Mont st martin (54) son licenciement pour faute grave pour avoir offert le 31 août un jeton de café à sa grand mère. Immédiatement après les « faits » elle avait pourtant proposé à une responsable de rembourser cette somme... Pendant ce temps-là, chez Mcdonald's, on « démissionne » les salariés pour un hamburger ou un retard !

La Fac de Rouen toujours mobilisée

Malgré la reprise des cours le 10 octobre à l'Université de Rouen, les étudiants et personnels restent mobilisés.

Conscients que le million d'euros débloqué par le ministère est très loin de combler les besoins de la fac, et que le sous financement et le manque de personnels concernent beaucoup d'autres Universités de France, ils ont lancé un appel aux autres facs à entrer en mouvement et à les rejoindre à Rouen le 20 novembre pour une coordination nationale.

Grève à Total

Après près d'un mois de grève, les 70 salariés du secteur des expéditions de la raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher (près du Havre) ont obtenu la satisfaction partielle de leurs revendications. Les salaires de 23 d'entre eux ont été augmentés de 5 % à 10 % et 3 postes ont été créés.

Des collectes ont été organisées dans le reste de la raffinerie d'abord, dans le groupe Total, mais aussi dans les villes et entreprises environnantes. L'équivalent des salaires des grévistes a ainsi pu leur être payé pour leur permettre de poursuivre le mouvement jusqu'au recul de la direction de Total.

La Réunion, une colonie française

La Réunion est aujourd'hui à la fois un département français d'outre-mer et une région de la France. Pourtant, l'île baigne dans les eaux lointaines de l'Océan Indien, à 10 000 Km de l'Hexagone et 900 Km des côtes de l'Afrique.

Apprendre à être français

À l'école les petits créoles apprennent qu'ils sont français, que leur langue est le français, intègrent des réflexes républicains: « *La Réunion c'est la France, il y a la métropole... et nous... Mais nous sans la métropole nous ne sommes pas, le Kréol n'est pas une langue mais un patois, la France nous a apporté le progrès, elle a aboli l'esclavage et par là même nous a libérés...* » La Réunion c'est la France cela veut concrètement dire que les Français qui s'y rendent parlent et attendent qu'on leur parle français, que parler créole c'est juste du folklore ou simplement ne pas maîtriser le français. D'ailleurs, à l'école, il s'agit de fautes de français que de parler sa langue; nombre de professeurs français appellent cela des « créolismes » sans tenir compte de la situation de diglossie dans laquelle les élèves réunionnais sont placés de fait.

Lutte contre le Kréol

Alors que cela fait des années et des années qu'on explique aux Réunionnais que le taux d'échecs scolaire est dû à l'usage du Kréol, nombre d'études psychologiques et linguistiques, d'initiatives isolées dites expérimentales démontrent tout le contraire: si les Réunionnais pouvaient bénéficier d'une part de l'apprentissage de leur langue maternelle, d'autre part de l'apprentissage tout court dans la langue qu'ils parlent à la maison, pendant la récré... Tout comme les Français apprennent le Français à l'école et apprennent en français, les résultats seraient simplement meilleurs. Mais il serait trop dangereux que les Réunionnais comprennent qu'ils ont une langue, une culture, que la Réunion a à avorter de la colonisation.

Non, il est préférable que des petits de trois ans dès la maternelle commencent à subir la désintégration de leur identité, en arrivant à l'école républicaine qui s'adresse à eux en français. Ce qu'ils prennent en pleine face c'est que la langue parlée à la maison, par les parents... n'a aucune valeur. C'est un véritable

travail de destruction de l'identité des Réunionnais que l'école prend en charge, une scolarité qui consiste en l'humiliation pure et simple d'individus. Pas étonnant qu'il y ait autant d'illettrisme: par les faits, le français est la langue de la domination.

Histoire taboue

De même, l'histoire de la Réunion qu'on refuse d'enseigner se résume par l'abolition de l'esclavage, c'est bien accablant. Évoquer la colonisation, c'est-à-dire la politique qui fait d'un territoire quelconque une colonie: un endroit où des personnes, les colons sont envoyées pour annexer, instrumentaliser à tout prix, aux fins d'un pays colonisateur. À tout prix signifie par exemple exproprier les peuples qui sont sur ce territoire, comme les Indiens d'Amérique, mais également déporter des populations pour les exploiter sur ce territoire si cela est nécessaire, ça a été très précisément le cas de la Réunion.

Autodétermination ?

La France est censée ne pas nous avoir seulement donné la liberté le 20 décembre 1848. En nous départementalisant en 1946 elle rompt avec la vieille culture

quarante ans, le mot indépendance y était proscrit. Le maloya (qui signifie y'en a marre, à la lettre) le blues réunionnais, la musique des esclaves: interdits. En 1987

Réunionnais ont dû quitter de force leur île pour effectuer leur service militaire. Il y a eu les horreurs de la déportation des Enfants de la Creuse à partir des années 60 jusqu'au début des années 80, des enfants pris par la DDASS et envoyés dans la Creuse qui était en déficit démographique. L'État français renvoie aujourd'hui la responsabilité au Département de la Réunion.

Encouragement au départ

Les jeunes en ce moment subissent la pression de la propagande organisée par la Région: « La Région investit dans l'homme réunionnais » est le leitmotiv de la campagne qui pousse les jeunes à partir coûte que coûte: partir ou être chômeur, Rmiste, raté... L'ouverture de filières inexistantes à l'Université de la Réunion, philo, psycho, socio... n'est pas d'actualité. De plus, les Ministres de l'Outre-Mer qui ne sont toujours que de passage sur l'île se confondent en discours culpabilisant et infantilisant envers les Réunionnais: à la Réunion, on ne devrait pas se plaindre autant... La dernière perle en date est celle de Monsieur Baroin qui explique qu'il n'est pas Harry Potter... Mais le plus alarmant c'est l'application de la politique raciste de Sarkozy. Baroin propose de remettre en cause le droit du sol pour traquer l'immigration comorienne, un élu du Conseil Général de la Réunion Monsieur Dindar de l'UDF préconise tout bonnement les tests ADN sur les enfants afin d'éviter que les femmes comoriennes ne puissent plus faire passer leurs enfants pour des Mahorais qui sont français quant à eux.

Laeitia, [Tolbiac]



Extraits du discours du Commissaire de la République annonçant l'abolition de l'esclavage à la Réunion

« Mes amis,

Les décrets de la République française sont exécutés: vous êtes libres. Tous égaux devant la loi, vous n'avez autour de vous que des frères. [...] Je vous ai trouvés bons et obéissants: je compte sur vous. J'espère donc que vous me donnerez peu d'occasions d'exercer ma sévérité; car je la réserve aux méchants, aux paresseux, aux vagabonds et à ceux qui, après avoir entendu mes paroles, se laisseraient encore égarer par de mauvais conseils. [...] Tous libres, frères et égaux, leur union peut seule faire leur bonheur. La République, mes amis, a voulu faire le vôtre en vous donnant la liberté. qu'elle puisse dire que vous avez compris sa généreuse pensée, en vous rendant dignes des bienfaits que la liberté procure. Vous m'appellez votre père, et je vous aime comme mes enfants; vous écouterez mes conseils: reconnaissance éternelle à la République française qui vous a fait libres! et que votre devise soit toujours Dieu, la France et le Travail. Vive la République! »

Sarda Garriga, octobre 1848.

coloniale, en 1986 avec la décentralisation, elle nous offrait le pouvoir de nous diriger en nous faisant région de France. Pourtant, jamais il n'a été question d'autodétermination des Réunionnais. Il y a encore trente à

date à laquelle deux dictionnaires créole-français paraissent, tous les professeurs de l'île reçoivent une lettre du Ministère de l'Éducation Nationale qui précise « *la seule langue parlée en France est le Français* ».

Toujours une colonie

La Réunion est toujours une colonie au regard des politiques menées à la par l'État français. Ainsi une prime d'éloignement est accordée aux fonctionnaires français qui viennent y travailler, par contre les candidats au fonctionariat réunionnais ont souvent le choix entre le chômage sur l'île ou l'exil en France, couramment en banlieue notamment. Les produits de consommation sont deux fois plus chers également à la Réunion grâce à une véritable taxe coloniale appelée l'Octroi de mer. Des politiques d'exil se succèdent et prennent différentes formes selon les époques. Pendant longtemps les



Au Printemps 2005, les lycéens de la Réunion manifestaient eux aussi contre la Loi Fillon...

Quelques dates de l'Histoire de la Réunion

1512 ou 1516 : Découverte de l'île « déserte » au cours des grandes explorations maritimes portugaises du début du 16^{ème} siècle par Pedro Mascarenhas.

1638 : L'île qui est appelée Santa Appolonia puis Mascarin, devient possession du roi Louis XIII dans le cadre d'une politique de recherches de points favorables vers la route des Indes.

1642 : Le Cardinal de Richelieu concède l'île à la Compagnie française de l'Orient qui a pour vocation de promouvoir la politique coloniale de la France.

1646 : Douze mutins de Madagascar y sont abandonnés, trois ans plus tard ils sont toujours en vie et la France reprend possession de l'île.

1663 : Début de l'occupation définitive de l'île qui a été baptisée Bourbon avec l'arrivée de deux Français et de dix Malgaches.

1664 : Création de la Compagnie des Indes qui succède à la Compagnie française de l'Orient et organise l'envoi de colons sur l'île Bourbon. Son peuplement sera dès lors inséparable de l'évolution économique et se constituera dans le cadre d'une série de cycles commandés par les besoins de la métropole.

1790 : Les Sans-culottes la rebaptisent Réunion, symbole de la rencontre des troupes révolutionnaires à Paris.

1848 : Abolition de l'esclavage et recrutement de populations indiennes (sur les côtes de Coromandel), politique dite d'engagisme, un nouvel esclavage à peine masqué!

19 mars 1946 : Vote par l'Assemblée nationale de la départementalisation de la Réunion.

1986 : Premières élections régionales.

Aujourd'hui la Réunion détient le record de Rmistes et de chômeurs avec une population extrêmement jeune, à qui la seule alternative qu'on propose est l'exil.

KILL! KILL! KILL! de Jimmy Massey

Jimmy Massey s'est engagé dans les Marines en 1992. Après sa formation, il a été instructeur puis il a passé trois ans au poste de recruteur et est ensuite parti en Irak en janvier 2003 pour l'opération « Iraqi freedom ». Ce sergent-chef a quitté le théâtre des opérations en mai 2003 suite à une grave dépression et a été officiellement « radié des contrôles des effectifs » en décembre 2003. Avec l'aide de Natasha Saulnier (journaliste), il a décidé d'écrire ses mémoires, dans lesquelles il dénonce sans retenue les exactions commises par son peloton. Tout y passe. Les méthodes de recrutement des marines aussi... Ils téléphonent dans les lycées et universités publiques en leur réclamant la liste des élèves et en les menaçant de couper les fonds si jamais ils refusent...

Il y raconte surtout l'Irak. Leur conditionnement qui faisait qu'après avoir tué, leur première envie était de tuer à nouveau: « C'était comme

de manger la première cuillerée de votre glace préférée. On en redemande. » Les dizaines de meurtres de civils qu'ils ont commis, les destructions des réserves d'eau, des écoles...

Il écrit la situation telle qu'il l'a vécu, sans modifier ce qu'il ressentait en commettant tous ses actes, et c'est ça qui fait la richesse du livre. On suit son évolution au fur et à mesure que la guerre avance, jusqu'à son rapatriement aux États-Unis pour raisons médicales, ou les médecins du corps des Marines lui ont annoncé suite à ces déclarations: « Ce sont des types comme vous qui détruisent l'Amérique! ».

Ce livre est le premier de ce genre concernant l'Irak. À lire et à faire connaître...

Pauline, [Saint-Denis]

Jimmy Massey, Kill! Kill! Kill!, éditions Panama, 23 euros.



Les Monologues du Vagin

La « sexualité » dans notre société est (quand elle n'est pas limitée à son caractère médical ou pornographique) presque toujours évoquée par des hommes hétérosexuels et centrée sur l'appareil génital masculin (prédominance du plaisir de l'homme). Et si les femmes mettaient leur vagin à l'honneur et lui donnaient la parole?

Les Monologues du Vagin sont basés sur les entretiens d'Eve Ensler, journaliste américaine, avec plus de 200 femmes. Cette Pièce a initié le mouvement V-Day (le jour V comme Vagin), initiative globale pour enrayer la violence faite aux femmes et aux filles.

La pièce brise tous les tabous et suscite la réflexion sur le vagin, les règles, les poils, les gémissements, la découverte de la sexualité, la masturbation, la consultation chez la gynécologue, l'orgasme féminin, l'homosexualité féminine sans oublier de parler de manière revendicatrice des violences faites aux femmes et aux filles comme le viol et l'excision. Les trois comédiennes qui jouent ces textes dans un décor pour le moins minimaliste (trois tabourets), nous font passer du rire à la colère avec une facilité surprenante.

Une pièce drôle, touchante et éminemment politique.

Simon, [Cergy] et Amélie, [Tolbiac]

Au Petit Théâtre de Paris, 15 rue Blanche 75009 M° Trinité
10 euros pour - de 26 ans

Nuit Noire: 17 octobre 1961

« 44 ans plus tard, toujours aucune mention dans les livres d'histoire, toujours aucune excuse publique pour un massacre que la France veut oublier. »

L'affiche du film d'Alain Tasma, écrit par Patrick Rotman donne le ton. Le but de ce film est de faire connaître une des pages les plus sombres de notre histoire contemporaine cachée par notre État. Ce mois d'Octobre ou plus de 200 Algériens furent assassinés et jetés dans la seine par la police sous les ordres de Maurice Papon.

Octobre 61, les conditions de vies des Algériens en France, plus spécifiquement dans les bidonvilles de Nanterre, l'organisation du FLN, le racisme et la volonté de la police et de l'État d'éliminer les Algériens et de casser toute contestation, le rôle de Papon... Ce film nous donne les éléments principaux de la période et relate les faits de manière précise (le livre de Jean Luc Einaudi, Un massacre à Paris, a beaucoup servi), les faits sanglants parlent d'eux-mêmes.

En 1962, Jacques Panijel fait une projection de son documentaire, Octobre à Paris, la police saisit la pellicule lors de cette première projection. Le film sera projeté clandestinement. C'est en 1968 dans la vague du mouvement qu'on pourra

le voir dans une salle de cinéma en alternance avec La Bataille d'Alger de Gillo Pontecorvo, mais l'interdiction frappera à nouveau. Il est question de le projeter à la télé en 1981 mais cela n'aboutira pas. D'autres films et livres seront censurés.

La sortie de Nuit Noire aujourd'hui, un film grand public qui parle de ce massacre qu'on a voulu et qu'on cherche toujours à nous cacher est plus que positif et nécessaire. À l'heure où la manifestation du 17 octobre 2005 en commémoration des morts algériens est interdite et où une loi est votée à l'assemblée nationale en février de cette même année qui « reconnaît le rôle positif de la colonisation française notamment en Afrique du nord » nous devons plus que jamais multiplier les possibilités de parler et de rétablir la vérité sur les crimes qu'à commis notre État.

Ce film est sorti en même temps sur Arte, en DVD et au cinéma, allez le voir, emmenez vos amis, organisez des projections débats sur vos facs.

Marie, [Censier]



Robert Fisk, une vraie histoire du Moyen-Orient

Le journaliste Robert Fisk livre ses mémoires. Un panorama clair et précis du Moyen-Orient de la fin du XXème siècle à la « guerre sans limite » de Bush, vu par un homme pour qui « rien n'est plus exaltant que le moment (...) où l'histoire est en train de se faire sous vos yeux ». Cette histoire est celle des peuples et des guerres continues depuis le XIXème siècle, où l'Occident use d'une même rhétorique pour exploiter et, car « apparemment, tous les empires parlent le même langage ».

Sans prétendre à l'objectivité (qui pourrait l'être après avoir erré pendant trente ans entre les coups d'État, les bombes et les charniers?) Fisk observe et témoigne sans parti pris celui de comprendre, que ce soit entre les armées, ou face à Ben Laden (qu'il rencontre à trois reprises), à un ex-agent des services secrets britanniques, un colon israélien ou de jeunes martyrs iraniens...

Pourquoi les guerres? Quels en sont les véritables enjeux? Quels sont les mensonges, parfois absurdes, des gouvernants, relayés par la presse internationale? Quelles en sont les conséquences concrètes pour des millions d'individus anonymes?

Il ne faut pas moins de 950 pages à Fisk pour tout cela. Mais de ce fait, le livre est à la fois un ouvrage que l'on peut lire sans se lasser pour comprendre le Moyen-Orient sans être submergé de chiffres et de dates et une source à consulter pour un rensei-



gnement thématique. Il est à parier qu'un tel puits deviendra une référence dans les années à venir. Il est d'ores et déjà une arme dont il faut se servir pour agir.

JB, [Nanterre]

Robert Fisk, La grande guerre pour la civilisation, l'Occident à la conquête du Moyen-Orient (1979-2005), La Découverte, 960 pages, 30 euros.

Qui sommes-nous?

Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous!
Prenez contact!

- Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en Italie)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total : euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

Je veux commander:
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la Mai 68 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Nom
P
Adresse
Code postal
Ville
Téléphone
e-mail

JCR: jcr@jcr-red.org
Rédaction: red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30

Jeunes au boulot: Y'en a marre de la galère!

Les patrons se croient tout permis, calmons-les!

Les stagiaires s'organisent. Ces jeunes auxquels on dit qu'ils n'ont pas d'expérience et qui pour trouver un taf en CDI se trouvent contraints de travailler sans aucun droit pendant des semaines voire des mois soit en étant sous payés soit en ne l'étant pas du tout. Le mois de novembre sera ponctué d'échéances, d'actions pour faire entendre ceux que dans une boîte on appelle « les stagiaires » sans prénom ni mission précise. Aujourd'hui 60 % des étudiant(e)s sont obligés de travailler pour payer leurs études et souvent ils finissent par les arrêter, leurs études, faute de temps. Ils se retrouvent alors sur le marché du travail et on leur propose des vacances, des stages, des petits boulots de merde, en temps partiel, en CDD, en intérim. Et c'est de pire en pire...

Le gouvernement par le Plan Borloo, par la Loi Fillon et dernièrement le CNE, développe encore plus de flexibilité du travail, toujours pour faire un max de cadeaux aux patrons. Le Plan Borloo prétend répondre au chômage des jeunes en créant des

nouveaux contrats tout aussi précaires les uns que les autres. Ils permettent de faire bénéficier les patrons d'une main-d'œuvre à très bas prix, abaissant du même coup le niveau des salaires. Avec la Loi Fillon, le Plan Borloo permet de réformer l'apprentissage qui devient un simple contrat d'insertion pour les jeunes en difficulté. Une école à 2 vitesses est créée, l'une forme l'élite et l'autre la main-d'œuvre à bas prix répondant aux besoins du marché du travail. C'est tout bénéf pour les patrons qui récupèrent du fric de l'état quand ils embauchent des apprentis.

Dans l'Éducation Nationale, c'est aussi la galère. De plus en plus d'étudiant(e)s sont embauché(e)s comme assistant(e)s d'éducation (AE). À plein temps les AE doivent travailler 1600 heures par an réparties sur les semaines où les établissements sont ouverts. Du coup, ils peuvent travailler jusqu'à 40 heures par semaine. S'ils suivent une formation, ils gagnent 200 heures par an!! Ce qui revient à peu près à 4 heures par semaine, en bossant 35 heures, suivre des études c'est du rêve. En plus ils sont

embauchés par le chef d'établissement se qui ouvre la porte au clientélisme.

Fondamentalement ce qu'il faut c'est une allocation pour tous les jeunes pour qu'ils ne soient plus contraints de travailler durant leurs études jusqu'à ce qu'ils obtiennent un contrat en CDI dans un boulot qui leur plaise.

Dans ce contexte, alors que l'ensemble des jeunes travailleurs privé/public, grosses boîtes ou commerces sont visés, la LCR et les JCR ont décidé de lancer une campagne spécifique. L'objectif est de monter que nous sommes tous concernés quel que soit notre taf.

Le 19 novembre sera l'occasion pour tous les jeunes de montrer qu'ils ne veulent pas se laisser faire. Depuis plusieurs années, les précaires de la restauration rapide, les MISE...se mobilisent. L'enjeu est d'être de plus en plus nombreux(SES)...On en a marre d'être pris pour des cons. Lâchons-nous!

Fanny, [Sorbonne]

Interview d'Ela, 19 ans, étudiante et caissière dans un supermarché

Pourquoi es-tu devenue caissière ?

Évidemment je ne voulais pas travailler à Carrefour, parce que je savais que les conditions de travail ne seraient pas bonnes, que c'est comme à l'usine, mais c'est difficile d'obtenir un meilleur poste. Il fallait que je travaille pour financer mes études, et aussi pour ne pas être à la charge de mes parents, qui travaillent à la pièce dans un atelier de textile. Ils sont très mal payés, voire pas du tout (pas depuis trois mois), et je dois participer aux dépenses de la famille. Je paye les frais de scolarité et l'argent de poche de ma sœur, qui va bientôt travailler elle aussi, quelques factures et courses, même si mes parents ne me le demandent pas. Travailler c'était aussi le seul moyen d'être libre, et de pouvoir sortir et m'acheter des habits, des disques...

Comment sont les conditions de travail ?

J'aime l'idée de travailler, de sortir un peu du monde de la fac, où on est encore soumis à la discipline et traités comme des gamins, et où beaucoup d'élèves ne connaissent pas le monde réel. Mais passer 5 ou 6 heures en caisse tous les soirs jusqu'à 22h c'est fatigant et abrutissant, c'est l'aliénation. On ne peut pas réfléchir, on est comme une machine, on ne pense qu'à scanner des codes barres. Les clients

nous traitent souvent comme de la merde. Le matériel est en très mauvais état, on n'a pas de tenue, rien pour se nettoyer, les téléphones ne fonctionnent pas, les scanners tombent en panne, tout est sale... Le matériel est vieux, on n'est pas assez nombreux. Ça ralentit le travail et on se fait engueuler par les clients, et puis ça rend le travail plus pénible, plus démoralisant.

Les chefs ne nous respectent pas, on nous dit va à telle caisse, range tel rayon, on n'est pas considéré comme des personnes mais juste comme des « caissières » (même si on dit « hôtesse de caisse » pour faire joli, un peu comme « opérateur » pour ouvrier...), comme si en échange d'une paie on devait tout accepter, se transformer en machines à scanner. Quand je vais à Carrefour, j'ai les boules. Je suis aigrie, je me sens mal.

Et pour tes études ?

Ca me bousille, j'ai quinze livres à lire et j'ai pas le temps, c'est la catastrophe. Quand je sors de Carrefour je m'effondre dans mon lit comme une loque. Entre Carrefour et les cours à la fac, mes journées c'est 7h-23h avec les transports, j'ai pas le temps de lire ou de sortir. Je sens que je risque de foirer mon année. Je veux travailler dans la communication, et je dois avoir un niveau bac+5, mais je sais que je devrai continuer à Carrefour au moins jusqu'à la fin de la licence, et je ne sais pas si je vais tenir. La fac propose des horaires aménagés, mais

de 18h à 20h, alors que nous travaillons le soir... Je suis obligée d'aller à tous les cours pour ne pas être défaillante ou en contrôle terminal, et j'ai dû payer les frais d'inscription, 346 euros. L'administration ne fait rien pour nous aider, et quand on se plaint ils nous envoient chier.

À ton avis, pourquoi y a-t-il surtout des femmes en caisse ?

C'est à cause d'un stéréotype débile, comme pour les infirmières ou les secrétaires. C'est un truc machiste sur « les femmes » en général, qui sont censées être plus douces, plus gentilles et plus souriantes derrière leur caisse ou leur bureau. Il y a un autre truc qui me pourrit la vie ce sont les relations avec la plupart des mecs au travail. Ils passent leur temps à draguer et à parler de drague, de filles, y compris les mecs du planning, qui décident quel poste tu vas occuper. Dès qu'une fille est souriante et sympa avec tout le monde, ils vont penser que c'est une salope et qu'ils peuvent être grossiers avec elle, lui faire des avances, parler sur elle... Et le pire c'est que la plupart des autres filles reprennent le même schéma, genre « qu'est ce qu'elle veut celle-là », elle allume tout le monde... C'est vraiment des stéréotypes minables.

Propos recueillis par Matthieu, [Montreuil]



Les postes fantômes de la Mairie de Paris

La Mairie de Paris compte parmi ses agents un très grand nombre de vacataires (10000 pour le secteur animation seulement). Or, il n'est pas de statut plus précaire que celui de vacataire. Nous n'avons aucune sécurité de l'emploi, employés à la mission, la mairie peut, du jour au lendemain renoncer à nos services, et ce, sans nous prévenir. Nous ne signons ni ne disposons d'aucun contrat de travail, seules des « décisions », d'aucune valeur juridique, nous précisent à quel poste nous avons été affectés. C'est ainsi que nous pouvons, du fait des agissements de certains directeurs et sans en avoir été informés, nous retrouver au chômage à la rentrée alors que nous nous attendions à retrouver notre poste.

Une telle pratique, frisant souvent l'illégalité, permet une économie énorme sur nos salaires, sur les charges patronales, et signifie surtout pour nous aucun congé payé, pas congés maladie... nous sommes payés « à la commission ». De plus, quelle que soit la durée des services accomplis, nous n'accumulons jamais aucune ancienneté. Ainsi, un vacataire coûte jusqu'à cinq fois moins qu'un titulaire, on comprend pourquoi la Mairie de Paris bloque les postes au concours!

Des syndicats existent, dans lesquels

nous revendiquons le droit d'exercer un métier, là où il y a possibilité et même nécessité de pourvoir des postes à temps complet ! Ces syndicats reçoivent régulièrement des agents qui se plaignent de pressions, chantages, voire menaces et harcèlement dans le cadre de leur travail. Et tout ceci se passe bien à la mairie de Paris, qui continue de « ne pouvoir rien faire »!! Au Bourget, la lutte des animateurs des écoles, après un licenciement abusif, a permis la titularisation de la majorité des agents, alors que la mairie le refusait depuis des années, ce qui nous prouve que ces pratiques sont abusives, et nous pousse à mener une lutte pour obtenir enfin de vraies conditions de travail.

Car la situation du vacataire à la mairie de Paris est scandaleuse et ne repose sur aucun fondement légal. Le recours à des vacataires pour des emplois permanents est illégal, et ne doit se comprendre que pour des actes précis (absence du titulaire) qui ne sont pas destinés à se reproduire de manière générale. Dans la quasi-totalité des cas ces agents devraient être considérés comme des contractuels, c'est-à-dire un statut proche de celui du titulaire, mais coûtant plus cher.

Leslie, [Jussieu]

